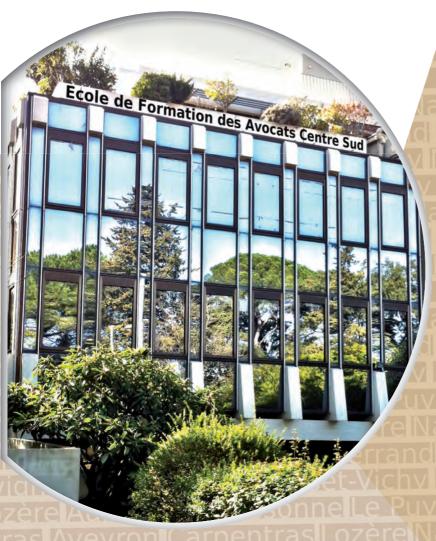
ECOLE DES AVOCATS
CENTRE SUD



FORMATION CONTINUE

Programme 2^{ème} semestre 2015

La BANQUE POPULAIRE du SUD et le BARREAU de MONTPELLIER : un partenariat historique



Agence Montpellier Avocats

Maison des Avocats
Benoit PEYRIERE
Responsable de l'agence
04 99 77 19 56
benoit.peyriere@sud.banquepopulaire.fr
et son équipe, sont à votre écoute.

BANQUE POPULAIRE DU SUD

BANQUE & ASSURANCE www.sud.banquepopulaire.fr



La formation Autrement

2^{ème} semestre 2015

Sommaire

Editorial	
Modalités pratiques	P. 07
Université de droit social	P. 08
Université de droit des affaires	
Colloques	P. 12
Calendrier des formations	P. 20
Formations par barreau	
·	
Pôle 1 : Droit des personnes / Droit patrimonial	P. 33
■ Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	
Droit du dommage corporel	
Droit de la santé	
Droit de la sante	
Droit des garanties, des sûretés et des mesures d'exécution	
Droit du crédit et de la consommation	
Droit immobilier	
Droit des assurances	
Procédure d'appel	
Trocedure a apper	,r. 1 2
Pôle 2 : Droit des affaires	Р 43
Droit commercial, des affaires et de la concurrence	
Droit des sociétés	
Droit des societes	
Droit fiscal et droit douanier	
Droit du travail	
Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	
Droit de la propriété intellectuelle	
Droit des nouvelles technologies, de l'informatique et de la communication	D 51
Droit du sport	
Droit de l'arbitrage	
Dioit de l'aibitiage	
Pôle 3: Droit public	P. 53
Droit public	
Droit de l'environnement	
Droit de l'environnement	
Droit des étrangers et de la nationalité	
Dioit des etrangers et de la nationalite	
Pôle 4 : Déontologie et vie professionnelle	P. 57
Pack de Déontologie	
Vie professionnelle	
Droit des modes amiables de résolution des différends	
Divit des modes amiables de resolution des différends	,
Lieux de formation	P 64
Ressort de l'Efacs	
Représentants des barreaux au CA de l'EFACS	
Bulletins d'inscription Universités	
Bulletins d'inscription	



Notre École

L'avocat doit encore et toujours être la garantie absolue de la compétence, de l'indépendance, de l'honnêteté et de l'humanité.

Ces valeurs, ces garanties, ce label sont uniques et précieux et le situent à un autre niveau que les autres prestataires de service.

Elles ne s'acquièrent et ne se maintiennent que dans les Écoles de la profession.

Quel que soit le secteur du Droit concerné par une formation son aspect pratique et sa dimension déontologique sont toujours essentiels.

Aussi privilégiez votre École pour vos formations qui sont de qualités, à moindre coût

Vous participerez, par ailleurs, ainsi au maintien de l'indépendance et de l'autorégulation de notre profession indispensables dans une démocratie.

Bâtonnier Frédéric VERINE

Président de l'EFACS



Mes Chers Confrères,

Hegel avait raison en écrivant que « la liberté est l'intellection de la nécessité » : nous devons nous, avocats, saisir cette chance d'aiguiser nos connaissances juridiques face à des enjeux chaque année plus complexes. N'oublions pas que Spinoza affirmait au XVII° siècle, déjà : « Ignorantia non est argumentum », l'ignorance n'est pas un argument.

Face à toutes les menaces extérieures qui pèsent sur notre profession notre meilleure défense reste d'affirmer notre légitimité irremplaçable en approfondissant nos compétences, à travers notre formation continue.

Le programme que nous vous proposons met l'accent sur la transversalité avec les autres professions du droit, sans oublier la déontologie avec la reprise du « pack de déontologie » et la continuité des universités externalisées (droit social, droit des affaires...). Le mode de règlement alternatif des conflits n'est pas non plus oublié avec le procédé innovant concernant « le cycle médiation ».

Cette formation continue est donc la nôtre. Elle n'a d'autre vocation que de satisfaire vos besoins de perfectionnement. Gardons à l'esprit qu'elle n'a de sens que dans l'utilisation que vous en ferez.

Bâtonnier Françoise AURAN VISTE

Vice-présidente de l'EFACS Chargée de la formation continue



Modalités pratiques



DOBLIGATION DE FORMATION

L'obligation de formation est de 40 heures sur deux ans. **Obligation renforcée** pour : **Avocats spécialistes** :

10 heures par an et par spécialité

Avocats jeune barreau et avocats issus de l'article 98-1 :

10 heures par an pendant les deux premières années en

déontologie et vie professionnelle

MODALITÉS D'INSCRIPTION

Privilégiez l'inscription en ligne, simple, rapide et inscrivez-vous depuis notre site Internet **www.avocats-efacs.com**, un courriel de confirmation vous sera envoyé.

Les inscriptions aux formations sont obligatoires afin d'être informé des éventuelles modifications ou annulations. Seuls les avocats inscrits seront prévenus.

ANNULATION

Par l'avocat

Toute annulation doit être adressée par courriel. Pour les abonnés, le défaut d'annulation d'une inscription entraînera la perte du crédit d'heures correspondant.

Par l'EFACS

Les formations peuvent être annulées ou reportées, dans ce cas nous vous rembourserons à l'exception des frais d'hébergement et de déplacement.

TARIFS

Le tarif des formations est fixé à **30 € de l'heure** pour toutes les formations du programme (sauf indication contraire).

Abonnements de 24 heures pour les avocats du ressort de l'EFACS, sauf convention particulière avec votre

barreau:

- Avocat jeune barreau 150 €
- Avocat grand tableau 350 €

Abonnements pour les avocats hors ressort de l'EFACS :

- 12 heures 300 €
- · 24 heures 600 €
- ·Illimité 1 200 €

Les abonnements sont valables par année civile. Ils sont nominatifs et ne sont pas reportables d'une année sur l'autre. Toutes les heures effectuées au-delà de l'abonnement seront facturées au tarif horaire.

FIF-PL

Les tarifs de l'EFACS sont calculés en fonction d'une dotation globale versée par le FIF-PL. Le remboursement individuel des formations suivies à l'EFACS n'est pas possible.

DATTESTATION DE PRÉSENCE

Une attestation récapitulative des heures effectuées à l'EFACS sera disponible en version PDF téléchargeable à partir de votre espace avocat.

Vous devrez la transmettre à votre Bâtonnier avant le 31 janvier.

L'EFACS valide UNIQUEMENT les formations qu'elle organise.

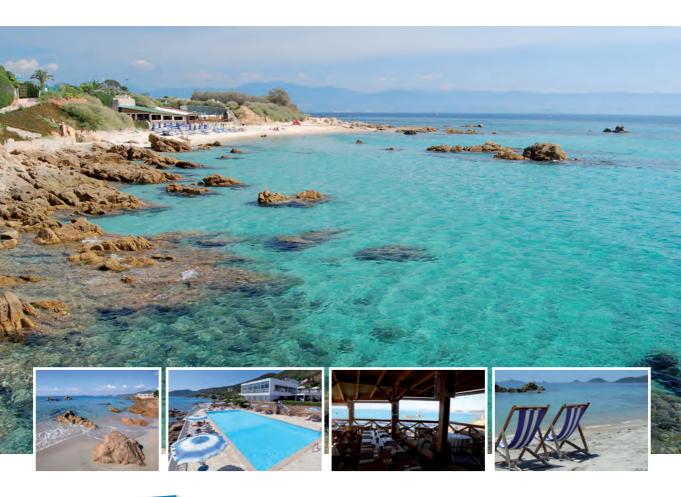
CRÉDIT D'IMPOT

Vous avez la possibilité de bénéficier d'un crédit d'impôt, le formulaire Cerfa peut être téléchargé depuis le site www.impots.gouv

D SYSTÈME D'ÉVALUATION

Un bilan de formation vous sera remis à chaque formation. Tous les bilans seront traités et pris en compte.

Université de droit social Ajaccio 2015





Du 26 au 28 août 2015

Sous la direction scientifique de

Paul-Henri ANTONMATTEI

Professeur à l'Université de Montpellier, Doyen honoraire de la Faculté de droit et de science politique, Avocat associé au barreau de Paris (Barthélémy Avocats)

Hervé-Georges BASCOU et Jean-Christophe RANC

Avocats associés au barreau de Nîmes (Bascou-Ranc et associés), Docteurs en droit, Spécialistes en droit social

Mercredi 26 août 2015

14h - 18h Actualité jurisprudentielle: les arrêts significatifs (septembre 2014 – juillet 2015)

Camille GOASGUEN, Conseiller à la Cour de cassation

Paul-Henri ANTONMATTEI, Professeur à l'Université de Montpellier, Doyen honoraire de la Faculté de droit et de science politique, Avocat associé au barreau de Paris (Barthélémy Avocats)

Jeudi 27 août 2015

Risques psychosociaux 9h - 10h30

11h - 12h30 Pénibilité

Hervé-Georges BASCOU et Jean-Christophe RANC, Avocats associés au barreau de

Nîmes (Bascou-Ranc et associés), Docteurs en droit, Spécialistes en droit social

Le transfert du contrat de travail, Actualité jurisprudentielle 14h - 15h30

Durée du travail, Actualité législative et jurisprudentielle 16h - 17 h30

Michel MORAND, Avocat associé au barreau de Clermont-Ferrand (Barthélémy Avocats),

Professeur associé à l'École de droit de l'Université d'Auvergne

Jean-Louis BORIE, Avocat associé au barreau de Clermont-Ferrand (Borie et associés)

Vendredi 28 août 2015

Actualité de la représentation du personnel 9h - 10h30

11h - 12h30 L'entreprise et l'administration du travail

Yves STRUILLOU, Directeur Général du Travail

Paul-Henri ANTONMATTEI, Professeur à l'Université de Montpellier, Doyen honoraire de la Faculté de droit et de science politique, Avocat associé au barreau de Paris (Barthélémy Avocats)

14h - 16h30 Réforme de la justice prud'homale

> Alain CHEVILLARD, Maître de Conférences à l'Université de Montpellier, Avocat au barreau de Montpellier

Université de droit social - Ajaccio - du 26 au 28 août 2015 - 17 heures

Les modalités et les frais de transport sont à la charge du participant

Date limite d'inscription au 03 juillet 2015

Lieu de formation

Hôtel Cala Di Sole ***, Route des Sanguinaires, 20000 AJACCIO, Tél. 04 95 52 01 36

Frais de séjour

Participant en chambre single

Soit pour 2 1 400 €

1 participant et 1 accompagnant en chambre double

Participant 700 € Accompagnant 650 € Soit pour 2 1350 €

Ces tarifs comprennent

2 nuitées 26 et 27 août 2015

2 petits déjeuners 27 et 28 août 2015

3 déjeuners 26, 27 et 28 août 2015 (boissons incluses)

2 dîners 26 et 27 août 2015 (boissons incluses)

3 apéritifs

5 pauses sucrées (cafés, thés, viennoiseries...)

Location de la salle 3 jours 26-27-28 août 2015

Frais de formation pour les avocats non abonnés 750 € Heures déduites de l'abonnement pour les avocats abonnés

Pour s'inscrire:

Envoi cumulatif

- du bulletin spécial Université dûment complété
- d'un chèque de 750 € pour les avocats non abonnés
- d'un chèque du montant correspondant aux frais de séjour choisi

Les chèques sont à libeller à l'ordre de l'EFACS

Université de droit des affaires

Les clauses usuelles des contrats d'affaires Lisbonne 2015





Du o6 au 11 novembre 2015

Sous la direction scientifique de

Pierre MOUSSERON

Agrégé des Universités, Professeur à l'Université de Montpellier

Samedi 7 novembre

9h - 10h Introduction : le Droit commun des clauses usuelles

Pierre Mousseron, Agrégé des Universités, Professeur à l'Université de Montpellier

10h - 13h Les clauses usuelles des pactes d'actionnaires

Pierre Mousseron, Agrégé des Universités, Professeur à l'Université de Montpellier

Lise Chatain-Autajon, Maître de Conférences à l'Université de Montpellier

Dimanche 8 novembre

9h - 12h Les clauses usuelles des contrats de cession de droits sociaux

Pierre Mousseron, Agrégé des Universités, Professeur à l'Université de Montpellier

Lundi 9 novembre

9h-13h Les clauses usuelles des contrats de cession de fonds de commerce

Lise Chatain-Autajon, Maître de Conférences à l'Université de Montpellier

Mardi 10 novembre

9h-11h Les clauses usuelles des contrats de distribution

Marie Bourdeau, Maître de Conférences à l'Université de Perpignan Via Domitia

11h-12h Les clauses usuelles des conventions d'honoraires

Lise Chatain-Autajon, Maître de Conférences à l'Université de Montpellier

Université de droit des affaires Lisbonne 2015

Date limite d'inscription au 04 septembre 2015

Lieu de formation

Hôtel Mundial **** NL, Praça Martim Moniz 2 - 1100-341 Lisboa - Tel. +351 218 842 000 - Fax +351 21 8842110

Frais de séjour et de transport

1 participant en chambre single 1200 €

2 participants en chambre double 1 100 € / personne

1 participant et 1 accompagnant en chambre double

 Participant
 900 €

 Accompagnant
 1 100 €

 Soit pour 2
 2 000 €

Ces tarifs comprennent

Transport aérien sur vol régulier TAP aller/retour et taxes d'aéroports

- Vendredi o6 novembre : départ Toulouse à 18h25 / arrivée Lisbonne 19h25
- Mercredi 11 novembre : départ Lisbonne à 14h45 / arrivée Toulouse 17h45

Transferts aéroport aller/retour avec assistance francophone

Hébergement 5 nuits

5 petits déjeuners

Location de la salle de réunion

Les pauses cafés par demi-journées travaillées

Frais de formation pour les avocats non abonnés 620 € Heures déduites de l'abonnement pour les avocats abonnés.

Pour s'inscrire:

Envoi cumulatif

- du bulletin spécial Université dûment complété
- d'un chèque de 620 € pour les avocats non abonnés
- d'un chèque du montant correspondant aux frais de séjour et de transport choisi

Les chèques sont à libeller à l'ordre de l'EFACS

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

1^{ÈRE} JOURNÉE CAMBACÉRÈS

LA RÉFORME DU DROIT DES CONTRATS



VENDREDI 3 JUILLET 2015

FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE AMPHI C

LA RÉFORME DU DROIT DES CONTRATS

9H00 ACCUEIL DES PARTICIPANTS

Monsieur Éric NÉGRON

Premier Président de la Cour d'appel de Montpellier

Monsieur Pierre VALLEIX

Procureur général près la Cour d'appel de Montpellier

Monsieur le Professeur Philippe AUGÉ

Président de l'Université de Montpellier

Madame le Professeur Marie-Élisabeth ANDRÉ

Doyen de la Faculté de Droit et de Science politique de Montpellier

MATINÉE

Sous la présidence de Monsieur Éric NÉGRON

Premier Président de la Cour d'appel de Montpellier

9H2O JEAN-JACQUES-RÉGIS DE CAMBACÉRÈS ET LA CODIFICATION

Thierry LENTZ, Directeur de la Fondation Napoléon

9h50 présentation générale de la réforme du droit des contrats

La méthodologie retenue

Carole CHAMPALAUNE, Directrice des affaires civiles et du Sceau

La formation du contrat

Hervé LÉCUYER, Professeur à l'Université Paris II

Les effets du contrat

Louis-Frédéric PIGNARRE, Professeur à l'Université de Montpellier

11H00 PAUSE

11H10 ENJEUX PRATIQUES DE LA RÉFORME DU DROIT DES CONTRATS

Alain LACABARATS, Président de chambre à la Cour de cassation Pierre LAFONT, Avocat au Barreau de Montpellier, Membre du Conseil national des Barreaux, Président de la Commission des Textes Emmanuel DOSSA, Vice-Président de la Chambre des Notaires de l'Hérault

Alain BAZOT, Président de UFC-Que Choisir

APRÈS-MIDI

Sous la présidence de Monsieur Rémy CABRILLAC

Professeur à l'Université de Montpellier

14H30 APPROFONDISSEMENTS THÉMATIQUES DE LA RÉFORME DU DROIT DES CONTRATS

LA PERSONNE DU CONTRACTANT

LE CONTRACTANT, PERSONNE DE BONNE FOI

Daniel MAINGUY, Professeur à l'Université de Montpellier

LE CONTENU DU CONTRAT

LE RÔLE DU JUGE DANS LA DÉTERMINATION

DU CONTENU DU CONTRAT

Nicolas FERRIER, Professeur à l'Université de Montpellier

LA FORCE DES USAGES

Pierre MOUSSERON, Professeur à l'Université de Montpellier

LA FORCE DU CONTRAT

L'IMPRÉVISION CONTRACTUELLE

Yves PICOD, Professeur à l'Université de Perpignan Via Domitia

L'INEXÉCUTION DU CONTRAT

Christophe ALBIGES, *Professeur à l'Université de Montpellier* Vincent VIGNEAU, *Conseiller à la Cour de cassation, Professeur* associé à l'Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines

16H30 SYNTHÈSE

Denis MAZEAUD, Professeur à l'Université Paris II

17H15 APÉRITIF DE CLÔTURE

Découverte de vins régionaux dans le cloître de la Faculté

Frais d'inscription : Heures déduites de l'abonnement pour les avocats abonnés. Avocats non abonnés 60 €.

Colloque organisé en partenariat avec :

La ville de Montpellier, La Région Languedoc Roussillon, La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier La Fondation Napoléon, Le Barreau de Montpellier, La Chambre des notaires de l'Hérault, L'École Nationale de la Magistrature, L'École de Formation des Avocats Centre-Sud, Le Centre du Droit de l'Entreprise, Le Laboratoire de Droit privé























La journée de l'exécution

Vendredi 2 octobre

9h - Accueil des participants

9h15 Loïc CHOQUET, Huissier de justice à Saint-Amand-Montrond

- Prérogatives et missions de l'huissier de Justice

Présentation générale

10h - 12h - Prérogatives spécifiques

- Le Juge de l'exécution

- Le constat

14h - 15h30 Loïc CHOQUET, Huissier de justice à Saint-Amand-Montrond

- Prérogatives spécifiques : les biens

Le logement : expulsionLe compte bancaire : saisies

15h30 - 17h Cyril ROUZAUD, Huissier de justice à Montpellier

- La pension alimentaire

- Les véhicules

UNIVERSITE DE MONTPELLIER Faculté de Droit



Institut de Droit Européen des Droits de l'Homme (EA 3976)

en partenariat avec **l'Institut des Droits de l'Homme du barreau de Montpellier**





COLLOQUE

CONVENTION EUROPENNE DES DROITS DE L'HOMME ET DROIT DE L'ENTREPRISE

Montpellier, Jeudi 15 et Vendredi 16 octobre 2015 Faculté de Droit, Amphi D















JEUDI 15 OCTOBRE

9h00 Accueil des Participants

9h15 **Ouverture du colloque : Monsieur Philippe AUGE,** *Président de l'Université de Montpellier ;* **Madame Marie-Elisabeth ANDRE,** *Doyen de la Faculté de Droit et de Science politique ;* **Maître Amparo DOMINGO,** *Présidente de l'Institut des droits de l'homme du Barreau de Montpellier.*

DROITS SUBSTANTIELS ET RELATIONS INTERNES A L'ENTREPRISE

Sous la Présidence de **Frédéric SUDRE**, Directeur de l'IDEDH

- 9h45 Rapport introductif : L'influence de la Convention européenne des droits de l'homme sur le droit des affaires,
 - Laure MILANO, Professeur de droit public, Université d'Avignon et des pays du Vaucluse
- 10h15 **Vie privée et relations de travail au sein de l'entreprise, Sabine MARIETTE,** Conseiller référendaire à la chambre sociale de la Cour de cassation
- 10h45 Pause
- 11h Liberté de religion au sein de l'entreprise,
 Gérard GONZALEZ, Professeur de droit public, Université de Montpellier
- 11h30 Licenciement et Convention européenne des droits de l'homme, Jean MOULY, Professeur de droit privé, Université de Limoges
- 12h00 Débats avec la salle animés par Monsieur le Bâtonnier Luc KIRKYACHARIAN
- 12h30 Fin de la demi-journée Déjeuner

DROITS SUBSTANTIELS ET RELATIONS EXTERNES A L'ENTREPRISE

Sous la présidence de **Denys De BECHILLON**, Professeur à l'Université de Pau

- 14h **Droit des contrats et Convention européenne des droits de l'homme, Fabien MARCHADIER**, *Professeur de droit privé*, *Université de Poitiers*
- 14h30 **Protection des locaux et documents professionnels, Maître Bertrand FAVREAU,** *Président de l'Institut des Droits de l'Homme des avocats européens*
- 15h00 **Fiscalité et protection des biens de l'entreprise, Ludovic AYRAULT,** *Professeur de droit public, Université Paris I Panthéon-Sorbonne*
- 15h30 Pause
- 15h45 Le respect des biens de l'entreprise titulaire de droits de propriété intellectuelle, Alexandre ZOLLINGER, Maître de conférences en droit privé, Université de Poitiers
- 16h30 Liberté d'expression et information de nature commerciale, Emmanuel DERIEUX, Professeur de droit, Université Paris II Panthéon-Assas
- 16h45 Débats avec la salle animés Monsieur le Bâtonnier André BRUNEL
- 17h15 Fin de la journée

VENDREDI 16 OCTOBRE

CONVENTION EUROPEENNE ET DROITE DE L'ENTREPRISE : ASPETS PROCEDURAUX

Sous la présidence de **Pierre MOUSSERON**, Professeur à l'Université de Montpellier Co-directeur du Centre du droit de l'entreprise.

- 9h00 La nécessaire réforme du droit des visites domiciliaires sous l'influence du droit à un procès équitable, Maître Boris RUY, Avocat à la Cour, FIDAL Lyon
- 9h30 Les garanties applicables aux procédures se déroulant devant les autorités administratives statuant en matière économique, Pascale IDOUX, Professeur de droit public, Université de Montpellier
- 10h00 Pause
- 10h15 **Droit au juge et article L.442-6 du Code de commerce, David BOSCO,** *Professeur de droit privé, Université d'Aix- Marseille*
- 10h45 **Exigences du procès équitable et arbitrage, Cécile CHAINAIS,** *Professeur de droit privé, Université Paris II Panthéon-Assas*
- 11h15 Débats avec la salle animés par Maître Véronique SELINSKY
- 12h00 **Conclusions générales, Jean-Pierre MARGUENAUD**, Professeur de droit privé, Université de Limoges





Troisièmes rencontres européennes de Perpignan

Les accidents de la circulation en Europe L'exemple franco-espagnol

2 octobre 2015



















9:30 - 10:15 Propos introductifs

10:15 - 11:30 La libre circulation des véhicules terrestres à moteur en Europe

) Le cadre juridique européen en matière de libre circulation des véhicules terrestres à moteur

11:30 - 11:45 Pause

11:45 - 12:45 Le droit processuel européen en matière d'accident de la circulation

-) Déterminer la compétence juridictionnelle
- > Expertise et obtention de preuve
-) Reconnaitre et exécuter les décisions

12:45 - 14:30 Déjeuner-Buffet

14:30 - 15:30 Le droit applicable en matière d'accidents de la circulation en Europe

-) Déterminer la loi applicable en matière d'accident de la circulation
-) Etude comparée franco-espagnole : aspects civils et pénaux

15:30 - 16:30 Les effets patrimoniaux des accidents de la circulation en Europe

-) L'évaluation et indemnisation du préjudice dans l'Union européenne
-) Les suites patrimoniales de l'accident et le cadre juridique renouvelé des successions transfrontalières

16:30 Propos conclusifs

LIEU DE LA CONFERENCE

Chambre de Commerce et de l'Industrie des Pyrénées-Orientales Palais Consulaire Quai-de-Lattre-de-Tassigny 66000 Perpignan



CALENDRIER DES FORMATIONS 2ème semestre 2015

JUIL	LET
Jeudi 2 juillet Les créances salariales dans l'entreprise en difficulte Montpellier	é ▶ P.49
Vendredi 3 juillet Colloque: 1ère Journée Cambacérès La réforme du Droit des contrats Montpellier	▶ P.12
Vendredi 3 juillet Gestion et sortie de l'indivision Clermont-Ferrand	► P.34

SEPTEMBRE Vendredi 4 septembre Permanence pénale ▶Montpellier _____ ▶ P.39 Vendredi 4 septembre La procédure participative Montpellier P.62 Vendredi 4 septembre Efficacité de la réponse pénale sur les mineurs Montpellier P.34 Vendredi 11 septembre La procédure participative Clermont-Ferrand _____ P.62 Vendredi 11 septembre Actualisation en droit pénal et procédure pénale **Le Puy-En-Velay** _____ ▶ P.38 Vendredi 11 septembre Introduction aux Modes Alternatifs de Réglements des Différends Vendredi 11 septembre Actualisation en droit des sociétés Montluçon Vendredi 11 septembre La fiscalité du divorce Montpellier P.34 Vendredi 11 septembre Actualisation dans le droit de l'environnement Montpellier _____ P.56 Vendredi 11 septembre Actualisation acte de commerce, commercant, fonds de commerce Nîmes ▶ P.44

SEPTEMBRE Vendredi 18 septembre Les techniques contractuelles ► P.44 Carcassonne _____ Vendredi 18 septembre La qualité et l'intérêt à agir des associations dans le contentieux administratif Clermont-Ferrand P.54 Vendredi 18 septembre L'acte d'avocat ▶ P.62 Cusset-Vichy Vendredi 18 septembre Actualisation en droit des sûretés Montpellier P.40 Vendredi 18 septembre L'appréciation jurisprudentielle du droit dans la durée du travail Moulins _____ P.49 Vendredi 18 septembre Le droit des mineurs Vendredi 18 septembre Recours MDPH de l'incapacité Nîmes _____ Vendredi 18 septembre Responsabilité des constructeurs et assurance construction Perpignan P.41 Lundi 21 septembre Gestion de Cabinet et prévention des difficultés économiaues Carpentras P.60

	OCTOBRE
Jeudi 1er octobre Comprendre et utiliser les réseaux socia Montpellier	
Vendredi 2 octobre Actualité de la durée du travail PAvignon	P.49
Vendredi 2 octobre La place de l'avocat dans la médiation Cusset-Vichy	P.62
Vendredi 2 octobre Initiation à la médiation ▶Narbonne	P.63

▶CALENDRIER DES FORMATIONS 2ème semestre 2015

OCTOBRE
Vendredi 2 octobre La procédure disciplinaire ▶Nîmes P.61
Vendredi 2 octobre Colloque : Rencontre avocats huissiers de justice La journée de l'exécution Montpellier P.14
Vendredi 2 octobre Permanence pénale Montpellier P.39
Vendredi 2 octobre Colloque : 3ème rencontres européennes de Perpignan Les accidents de la circulation en Europe, l'exemple franco-espagnol Perpignan P.18
Jeudi 8 octobre Accident du travail et maladie professionnelle ▶Montpellier▶P.51
Vendredi 9 octobre Le contrôle judiciaire des hospitalisations psychiatriques sans consentement ▶Béziers▶ P.38
Vendredi 9 octobre La responsabilité pénale des dirigeants sociaux ▶Clermont-Ferrand▶ P.46
Vendredi 9 octobre Les accidents du travail, les accidents du trajet, les maladies professionnelles, la faute inexcusable Montluçon P.51
Vendredi 9 octobre Reconduites à la frontière - Actualisation JLD -TA ▶Montpellier ▶ P.56
Vendredi 9 octobre Relations avec le client, les Confrères, les Magistrats et les professions complémentaires Montpellier P.58
Vendredi 9 octobre Les conflits d'intérêts et le périmètre du droit ▶ Montpellier ▶ P.59
Vendredi 9 octobre Actualisation en droit de la famille ▶Moulins▶P.35
Vendredi 9 octobre Pièges et méthodes dans la pratique des baux, après la loi ALUR (habitation) et la loi PINEL (propriété commerciale) ▶Nîmes ▶P.41
Vendredi 9 octobre Actualisation procédure civile 1ère instance et appel ▶Perpignan▶P.42
Lundi 12 octobre Introduction aux Modes Alternatifs de Réglements des Différends Carpentras P.62

OCTOBRE Jeudi 15 et vendredi 16 octobre Colloque : Convention européenne des droits de l'homme et droit de l'entreprise Montpellier P.16 Vendredi 16 octobre Conflits entre associés Avignon _____ P.46 Vendredi 16 octobre Le refus de garantie de l'assureur ▶ P.42 Nîmes Vendredi 16 octobre La justice des mineurs Carcassonne _____ ▶ P.35 Vendredi 16 octobre Les holdings animatrices : un dessein animé Clermont-Ferrand _______ Vendredi 16 octobre La protection des agents publics et le développement des risques psychosociaux P.54 Vendredi 16 octobre Actualisation en droit de la famille DLe Puy-En-Velay _____ P.36 Vendredi 16 octobre Liquidation du régime matrimonial communautaire Vendredi 16 octobre Se perfectionner sur le Pack Office Microsoft Montluçon _____ ▶ P.61 Vendredi 16 octobre Mode d'emploi de la procédure participative Montpellier P.63 Vendredi 16 octobre Actualisation en droit du travail Narbonne _____ ► P.49 Vendredi 16 octobre Les interventions de l'administration fiscale en entreprise Perpignan _____ ▶ P.48 Vendredi 23 octobre Actualisation responsabilité médicale - Loi de santé Clermont-Ferrand P.37 Vendredi 23 octobre La responsabilité civile professionnelle : principes et jurisprudence jurisprudence Montpellier P.60

▶CALENDRIER DES FORMATIONS 2^{ème} semestre 2015

OCTOBRE
Vendredi 23 octobre Actualisation du droit des contrats de distribution ▶Nîmes▶ P.44
Jeudi 29 octobre Actualisation en droit de la propriété intellectuelle Montpellier P.51
Vendredi 30 octobre La profession d'avocat : la place de l'avocat dans notre société, les institutions de la profession Clermont-Ferrand P.58
Vendredi 30 octobre La gestion de Cabinet Clermont-Ferrand P.59
Vendredi 30 octobre S'associer au sein d'un Cabinet ▶Montpellier ▶ P.46
Vendredi 30 octobre Technique contractuelle des cessions de droits sociaux ▶Nîmes▶ P.46

NOVEMBRE
Jeudi 5 novembre Droit de l'urbanisme : actualité du contentieux ▶Montpellier ▶ P.54
Jeudi 5 novembre L'arbitrage ▶Montpellier ▶ P.52
Vendredi 6 novembre Les différents modes de rupture du contrat de travail et les conséquences en résultant Clermont-Ferrand P.50
Vendredi 6 novembre Facturation et Etats de frais et calcul de la rentabilité d'un cabinet Le Puy-En-Velay P.61
Vendredi 6 novembre Actualisation jurisprudentielle et législative du préjudice corporel ▶Lozère ▶P.37
Vendredi 6 novembre Approche psychologique de l'enfant dans le cadre d'un contentieux parental ▶Montluçon▶ P.36
Vendredi 6 novembre Permanence pénale ▶Montpellier ▶ P.39

NOVE	MBRE
Vendredi 6 novembre L'action de groupe Montpellier	P .44
Vendredi 6 novembre La compétence du Juge des référés Montpellier	P.4 1
Vendredi 6 novembre Actualisation responsabilité médicale - Loi sur la vie - Bioéthique	
Vendredi 13 novembre Les violentes	P.38
Montpellier Jeudi 19 novembre Scot et transission du patrimoine	P.36
Montpellier	P.47
Montpellier Vendredi 20 novembre L'avocat mandataire en transactions immobilière	P.55
la pratique immobilière Avignon Vendredi 20 novembre	P.37
Actualisation en droit du travail Béziers	► P.49
Vendredi 20 novembre La protection des majeurs Montpellier	► P.36
Vendredi 20 novembre 15ème journée d'actualisation fiscale Montpellier	P.48
Vendredi 20 novembre Pièges et méthodes dans la pratique des baux, a ALUR (habitation) et la loi PINEL (propriété comn DNarbonne	
Vendredi 20 novembre Panorama de jurisprudence en droit bancaire et Nîmes	
Vendredi 20 novembre L'avocat face aux procédures collectives Perpignan	▶ P.45
Lundi 23 novembre Actualisation en droit du travail Carpentras	▶ P.50

DCALENDRIER DES FORMATIONS 2ème semestre 2015

NOVEMBRE
Jeudi 26 novembre Actualisation en droit du sport ▶Montpellier ▶ P.52
Jeudi 26 novembre Le régime juridique de la fin de vie dans le droit de la CEDH ▶Montpellier ▶ P.56
Jeudi 26 novembre COLLABORATIF - Module 1 MontpellierP.63
Vendredi 27 novembre COLLABORATIF - Module 1 ▶Montpellier ▶ P.63
Vendredi 27 novembre Relations avec le client, les Confrères, les Magistrats et les professions complémentaires ▶Avignon▶P.58
Vendredi 27 novembre Les conflits d'intérêts et le périmètre du droit ▶Avignon▶ P.59
Vendredi 27 novembre Actualisation en droit pénal et procédure pénale ▶Carcassonne▶P.39
Vendredi 27 novembre Droit de la force de vente ▶Montpellier ▶ P.45
Vendredi 27 novembre Les réformes du droit des étrangers et du droit d'asile ▶ Montpellier ▶ P.56
Vendredi 27 novembre La rupture conventionnelle du contrat de travail Nîmes P.50
Vendredi 27 novembre L'aménagement du temps de travail et la rémunération du salarié Perpignan P.50

DECEMBRE Jeudi 3 décembre L'indemnisation des accidents médicaux : l'ONIAM Montpellier _____ Jeudi 3 décembre SAS - La rédaction des statuts Montpellier ► P.47 Vendredi 4 décembre Responsabilité des constructeurs et assurance construction Avignon _ P.41 Vendredi 4 décembre Actualisation en procédure pénale Clermont-Ferrand _____ ► P.39

DECEM	IBRE
Vendredi 4 décembre Permanence pénale • Montpellier	► P.39
Vendredi 4 décembre Contrats de distribution Montpellier	► P.47
Vendredi 4 décembre Actualisation en droit du travail Montpellier	► P.50
Vendredi 4 décembre Actualisation en droit des sociétés Narbonne	► P.47
Vendredi 4 décembre La profession d'avocat : la place de l'avocat dans no société, les institutions de la profession Perpignan	otre • P.58
Vendredi 4 décembre La gestion de Cabinet Perpignan	► P.59
Lundi 7 décembre Actualité du droit des entreprises en difficulté Carpentras	► P.45
Vendredi 11 décembre Publicité et démarchage de l'avocat • Béziers	▶ P.52
Vendredi 11 décembre La gestion du patrimoine du mineur Montpellier	► P.37
Vendredi 11 décembre Les contrats relatifs aux sociétés Montpellier	► P.45
Vendredi 11 décembre Les marchés publics Nîmes	► P.55
Vendredi 11 décembre Droit des collectivités territoriales Perpignan	► P.55
Vendredi 18 décembre Actualisation procédure civile 1ère instance et appe Montpellier	
Vendredi 18 décembre Les contrats de l'Internet Montpellier	► P.51
Vendredi 18 décembre La transmission d'entreprise (sociétés) Nîmes	► P.47
Vendredi 18 décembre Droit des marchés financiers Perpignan	► P.48

	Alès	
•	Lundi 21 septembre	
	Droit des enfants, psychologie de l'enfant et recueil de la parole	P.35
	Lundi 12 octobre Droit des victimes et du dommage corporel	P.37
1	Lundi 23 novembre	
	Obligation d'information pré-contractuelles et contractuelles des consommateur et droit de rétractation	S ▶ P.40
		/
	Aurillac	
	Vendredi 16 octobre Droit des victimes	▶ P.39
•	Vendredi 13 novembre	
	Chemins et servitudes - Droit funéraire - Biens de section	► P.41
	Aveyron	
•	Vendredi 11 septembre Actualisation en droit du travail	▶ P.49
	Vendredi 9 octobre	r. 4 3
	Etude de situation patrimoniale - Liquidation de successions	▶ P.35
	Avignon	
•	Vendredi 11 septembre	
		P.60
	Vendredi 18 septembre Holdings animatrices : enjeux et opportunités	▶ P.48
•	Vendredi 2 octobre	
		P.49
	Vendredi 9 octobre GMSI (Gestion Moderne de la Scène d'Infraction)	
	,	▶ P.38
	Vendredi 16 octobre Les conflits entre associés	▶ P.46
	Vendredi 6 novembre	1.10
	La responsabilité de l'Etat à l'égard des personnes publiques	▶ P.54

	Avignon	
•	Vendredi 20 novembre L'avocat mandataire en transactions immobilières : la pratique immobilière	_ ► P.37
	Vendredi 27 novembre Relations avec le client, les Confrères, les Magistrats et les professions complémentaires	_ ▶ P.58
	Vendredi 27 novembre Les conflits d'intérêts et le périmètre du droit	_ ► P.59
	Vendredi 4 décembre Responsabilité des constructeurs et assurance construction	_ ► P.41
	Béziers	
•	Vendredi 9 octobre Le contrôle judiciaire des hospitalisations psychiatriques sans consentement	_ P.38
	Vendredi 20 novembre Actualisation en droit du travail	_ ► P.49
•	Vendredi 11 décembre Publicité et démarchage de l'avocat	_ ► P.52
	Carcassonne	
	Vendredi 18 septembre Les techniques contractuelles	_ P.44
	Vendredi 16 octobre La justice des mineurs	_ ► P.35
•	Vendredi 27 novembre Actualisation en droit pénal et procédure pénale	_ ► P.39
	Carpentras	
	Lundi 21 septembre Gestion de Cabinet et prévention des difficultés économiques	▶ D&∩
•	Lundi 12 octobre Introduction aux Modes Alternatifs de Réglements des Différends	
•		
	Lundi 7 décembre Actualité du droit des entreprises en difficulté	

Clermont-Ferrand	
Vendredi 3 juillet Gestion et sortie de l'indivision	P.34
Vendredi 11 septembre La procédure participative	▶ P.62
Vendredi 18 septembre La qualité et l'intérêt à agir des associations dans le contentieux administ	ratif P.54
Vendredi 9 octobre La responsabilité pénale des dirigeants sociaux	▶ P.46
Vendredi 16 octobre Les holdings animatrices : un dessein animé	P.48
Vendredi 23 octobre Actualisation responsabilité médicale - Loi de santé	P.37
Vendredi 30 octobre La profession d'avocat : la place de l'avocat dans notre société, les institutions de la profession	▶ P.58
Vendredi 30 octobre La gestion de Cabinet	P.59
Vendredi 6 novembre Les différents modes de rupture du contrat de travail et les conséquences en rés	sultant_ P.50
Vendredi 4 décembre Actualisation en procédure pénale	P.39

Cusset-Vichy
Vendredi 18 septembre L'acte d'avocat
Vendredi 2 octobre La place de l'avocat dans la médiation
Vendredi 16 octobre La protection des agents publics et le développement des risques psychosociaux

	Le Puy-En-Velay	
	Vendredi 11 septembre Actualisation en droit pénal et procédure pénale	P.38
•	Vendredi 16 octobre Actualisation en droit de la famille	P.36
•	Vendredi 6 novembre Facturation et Etats de frais et calcul de la rentabilité d'un cabinet	P.61

	Lozère	
•	Vendredi 11 septembre Introduction aux Modes Alternatifs de Réglements des Différends	P.62
•	Vendredi 16 octobre Liquidation du régime matrimonial communautaire	▶ P.36
•	Vendredi 6 novembre Actualisation jurisprudentielle et législative du préjudice corporel	P.37

	Montluçon	
•	Vendredi 11 septembre Actualisation en droit des sociétés	_ ► P.46
	Vendredi 9 octobre Les accidents du travail, les accidents du trajet, les maladies professionnelles, la faute inexcusable	_►P.51
•	Vendredi 16 octobre Se perfectionner sur le Pack Office Microsoft	_ ► P.61
	Vendredi 6 novembre Approche psychologique de l'enfant dans le cadre d'un contentieux parental	_ P. 36

Montpellier	
Jeudi 2 juillet Les créances salariales dans l'entreprise en difficulté	_► P.49
Vendredi 3 juillet Colloque : 1 ^{ère} Journée Cambacérès La réforme du Droit des contrats	_►P.12
Vendredi 4 septembre Efficacité de la réponse pénale sur les mineurs Permanence pénale La procédure participative	▶ P.39
Vendredi 11 septembre La fiscalité du divorce Actualisation dans le droit de l'environnement	P.34 P.56
Vendredi 18 septembre Actualisation en droit des sûretés	_ ► P.40
Jeudi 1 er octobre Comprendre et utiliser les réseaux sociaux	_ ► P.60
Vendredi 2 octobre Colloque : Rencontre avocats huissiers de justice La journée de l'exécution Permanence pénale	_ ► P.14 _ ► P.39
Jeudi 8 octobre Accident du travail et maladie professionnelle	▶ P.51
Vendredi 9 octobre Reconduites à la frontière - Actualisation JLD -TA	
Jeudi 15 et vendredi 16 octobre Colloque : Convention européenne des droits de l'homme et droit de l'entreprise	e ► P.16
Vendredi 16 octobre Mode d'emploi de la procédure participative	_► P.63
Vendredi 23 octobre La responsabilité civile professionnelle : principes et jurisprudence	_ ► P.60
Jeudi 29 octobre Actualisation en droit de la propriété intellectuelle	_► P.51

	Montpellier	
•	Vendredi 30 octobre S'associer au sein d'un Cabinet	_ ► P.46
	Jeudi 5 novembre Droit de l'urbanisme : actualité du contentieux	P.54 P.52
	Vendredi 6 novembre Permanence pénale L'action de groupe La compétence du Juge des référés	P.39P.44P.41
•	Vendredi 13 novembre Les violences conjugales	_ ► P.36
•	Jeudi 19 novembre SCI et transmission du patrimoine Les techniques d'appel et les possibilités de cassation en contentieux administratif_	_ ► P.47 _ ► P.55
	Vendredi 20 novembre La protection des majeurs	P.36 P.48
	Jeudi 26 novembre Actualisation en droit du sport Le régime juridique de la fin de vie dans le droit de la CEDH COLLABORATIF - Module 1	P.52 P.56 P.63
	Vendredi 27 novembre Droit de la force de vente Les réformes du droit des étrangers et du droit d'asile COLLABORATIF - Module 1	_ P.56
	Jeudi 3 décembre L'indemnisation des accidents médicaux : l'ONIAMSAS - La rédaction des statuts	P.40
	Vendredi 4 décembre Permanence pénale Contrats de distribution Actualisation en droit du travail	P.39 P.47 P.50
	Vendredi 11 décembre La gestion du patrimoine du mineur Les contrats relatifs aux sociétés	P.37
	Vendredi 18 décembre Actualisation procédure civile 1 ^{ère} instance et appel Les contrats de l'Internet	P.42

	Moulins	
	Vendredi 18 septembre L'appréciation jurisprudentielle du droit dans la durée du travail	P.49
•	Vendredi 9 octobre Actualisation en droit de la famille	P.35
		/
	Narbonne	
•	Vendredi 18 septembre Le droit des mineurs	P.34
•	Vendredi 2 octobre Initiation à la médiation	P.63
•	Vendredi 16 octobre Actualisation en droit du travail	P.49
	Vendredi 20 novembre Pièges et méthodes dans la pratique des baux, après la loi ALUR (habitation) et la loi PINEL (propriété commerciale)	▶ P.41
	Vendredi 4 décembre Actualisation en droit des sociétés	P.47
	Nîmes	
•	Vendredi 11 septembre	
	Actualisation acte de commerce, commerçant, fonds de commerce	P.44
•		
	Actualisation acte de commerce, commerçant, fonds de commerce Vendredi 18 septembre	
•	Actualisation acte de commerce, commerçant, fonds de commerce Vendredi 18 septembre Recours MDPH de l'incapacité Vendredi 2 octobre	P.34 P.61
•	Actualisation acte de commerce, commerçant, fonds de commerce Vendredi 18 septembre Recours MDPH de l'incapacité Vendredi 2 octobre La procédure disciplinaire Vendredi 9 octobre Pièges et méthodes dans la pratique des baux, après la loi ALUR (habitation)	> P.34 > P.61 > P.41
	Actualisation acte de commerce, commerçant, fonds de commerce Vendredi 18 septembre Recours MDPH de l'incapacité Vendredi 2 octobre La procédure disciplinaire Vendredi 9 octobre Pièges et méthodes dans la pratique des baux, après la loi ALUR (habitation) et la loi PINEL (propriété commerciale) Vendredi 16 octobre	> P.34 > P.61 > P.41 > P.42
	Actualisation acte de commerce, commerçant, fonds de commerce Vendredi 18 septembre Recours MDPH de l'incapacité Vendredi 2 octobre La procédure disciplinaire Vendredi 9 octobre Pièges et méthodes dans la pratique des baux, après la loi ALUR (habitation) et la loi PINEL (propriété commerciale) Vendredi 16 octobre Le refus de garantie de l'assureur Vendredi 23 octobre	P.34 P.61 P.41 P.42 P.44

Actualisation responsabilité médicale - Loi sur la fin de vie - Bioéthique _____ **P.38**

Nîmes	
Vendredi 20 novembre Panorama de jurisprudence en droit bancaire et boursier	_ ► P.48
Vendredi 27 novembre ∟a rupture conventionnelle du contrat de travail	_ P.50
Vendredi 11 décembre Les marchés publics	_ P. 55
Vendredi 18 décembre La transmission d'entreprise (sociétés)	_ ► P.47

	Perpignan	
	Vendredi 18 septembre Responsabilité des constructeurs et assurance construction	► P.41
	Vendredi 2 octobre Colloque : 3 ^{ème} rencontres européennes de Perpignan Les accidents de la circulation en Europe, l'exemple franco-espagnol	▶P.18
	Vendredi 9 octobre Actualisation procédure civile 1 ^{ère} instance et appel	P.42
	Vendredi 16 octobre Les interventions de l'administration fiscale en entreprise	▶ P.48
	Vendredi 20 novembre L'avocat face aux procédures collectives	▶ P.45
	Vendredi 27 novembre L'aménagement du temps de travail et la rémunération du salarié	► P.50
•	Vendredi 4 décembre La profession d'avocat : la place de l'avocat dans notre société, les institutions de la profession La gestion de Cabinet	P.58
	Vendredi 11 décembre Droit des collectivités territoriales	▶ P.55
	Vendredi 18 décembre Droit des marchés financiers	P. 48



POLE 1

DROIT DES PERSONNES

Uroit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	. P. 34
● Droit du dommage corporel	. P. 37
● Droit de la santé	. P. 37
● Droit pénal	. P. 38
Droit des garanties, des sûretés et des mesures d'exécution	. P. 40
Droit du crédit et de la consommation	. P. 40
● Droit immobilier	. P. 41
● Droit des assurances	. P. 42
● Procédure d'appel	. P. 42

Tarif 30 € de l'heure

Abonnements de 24 heures pour les avocats du ressort de l'EFACS, sauf convention particulière avec le barreau

- Avocat jeune barreau 150 €
- Avocat grand tableau 350 €

Abonnements pour les avocats hors ressort de l'EFACS

- 12 heures 300 €
- 24 heures 600 €
- Illimité 1 200 €

Les abonnements sont valables par année civile. Ils sont nominatifs et ne sont pas reportables d'une année sur l'autre. Les heures effectuées hors abonnements seront facturées au tarif horaire.

Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine

Vendredi 3 juillet

13h-17h

CLERMONT-FERRAND

Niveau : Actualisation

Alain PROVANSAL, Avocat honoraire, Ancien Président de l'Association des Avocats spécialistes et des procédures et de l'exécution

Objectif: Apréhender les règles de l'indivision, sa gestion, sa sortie amiable ou judiciaire, sa position vis-à-vis des créanciers. Les points abordés seront: les sources de l'indivision, son administration, sa sortie amiable, sa sortie judiciaire en abordant les différentes formes de partage et la procédure du partage judiciaire, la vente aux enchères sur licitation, les préemptions et substitutions entre indivisaires.

Vendredi 4 septembre 9h-13h MONTPELLIER

Efficacité de la réponse pénale sur les mineurs

Niveau : Expertise

En partenariat avec AAE

Anne FULLA, Juge pour enfants au TGI de Montpellier

Christophe WARNAULT, Directeur du centre éducatif fermé de Valence

Objectif: Cette formation a pour but d'une part de se mettre à niveau en matière de droit pénal des mineurs, et tout particulièrement des procédures et des sanctions encourues, d'autre part et surtout d'évaluer l'efficacité des mesures et sanctions prononcées.

Vendredi 11 septembre9h-13hMONTPELLIERLa fiscalité du divorceNiveau : Initiation

Nadine DISTISHEIM et Marion CAILAR, Avocats au barreau de Nîmes

Objectif : Connaître les mécanismes fiscaux dans la procédure de divorce (pension alimentaire, prestation compensatoire...).

Vendredi 18 septembre9h-13h
14h-17hNARBONNELe droit des mineursNiveau : PerfectionnementLaure DILLY PILLET, Avocat au barreau de Montpellier, Présidente de l'Association Avocat d'En-

fant de Montpellier

Vendredi 18 septembre9h-13hNIMESRecours MDPH de l'incapacitéNiveau : Initiation

Simone POUGNET-ATTIA, Présidente de formation au TCI de Montpellier

Objectif: Le TCI - éléments d'histoire, domaine de compétences dans le champ du handicap (recours contre les décisions de la MDPH) et dans le champ de l'invalidité (recours contre les décisions des caisses de protection sociale), spécificité de la procédure. Champ de compétence, procédures décisionnelles et diverses voies de recours concernant les MDPH.

Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine

Lundi 21 septembre 13h-17h ALES

Droit des enfants, psychologie de l'enfant et recueil de la parole

Niveau : Initiation

Claude AIGUESVIVES, Médecin spécialisé en psychiatrie, Chef de service au centre hospitalier de Béziers, Expert près la Cour d'appel de Montpellier **Virginie VERNAT**, Avocat au barreau de Montpellier

Objectif: Définir les difficultés rencontrées par l'Avocat pour sa communication avec l'enfant et trouver des solutions. Comprendre les modes de recueils de la parole de l'enfant en Justice et leurs impacts. Distinguer l'audition de l'enfant et l'investigation sur l'enfant.

Vendredi 9 octobre

13h-17h

AVEYRON

Etude de situation patrimoniale:
Liquidation de successions

Niveau: Initiation

Romain BOUNIOL, Maître de conférences de droit privé et sciences criminelles à l'Université de Perpignan Via Domitia

Objectif: L'objectif de la formation est de maîtriser la liquidation d'une succession et d'aborder les difficultés que peut rencontrer le praticien dans le conseil à apporter aux familles. Dans cet objectif, il sera présenté différentes situations patrimoniales. Après un rappel des principales règles et une actualisation en matière de libéralités, une liquidation détaillée de ces successions sera réalisée.

Vendredi 9 octobre	9h-13h	MOULINS
Actualisation en droit de la famille	Niveau: Actualisation	
Sabine BLANC BARBIER, Avocat au barreau de Clermont-Ferrand		

Vendredi 16 octobre	9h30-12h30 14h-17h	CARCASSONNE
La justice des mineurs	Niveau : Perfectionnement	

Alexandrine VIEITEZ, Avocat au barreau de Montpellier,

Guillaume DURUIT, Responsable Educateur PJJ, Responsable milieu fermé quartier mineur de VLM

Objectif: Le mineur victime: cette formation a pour objectif de répertorier et d'analyser les procédures et les mesures protectrices de l'enfant victime. Le régime de la protection de l'enfance, les règles de procédure pénale protectrices du mineur, compétence concurrente du juge des enfants et du juge aux affaires familiales, audition de l'enfant en justice.

Le mineur auteur d'un acte de délinquance : cette formation a pour but d'une part de se mettre à niveau en matière de droit pénal des mineurs, et tout particulièrement en ce qui concerne les procédures et les sanctions encourues ; d'autre part, elle a pour vocation d'analyser tout particulièrement le traitement du mineur détenu et le droit disciplinaire applicable au mineur. Synthèse des procédures spécifiques aux mineurs, synthèse des mesures et peines applicables au mineur, descriptif et analyse des lieux de placement et de détention. Droit disciplinaire applicable au mineur.

Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine

Vendredi 16 octobre	9h-13h	LE PUY EN VELAY	
Actualisation en droit de la famille	Niveau : Actualisation		
Intervenant à confirmer			

Vendredi 16 octobre	9h-12h 13h-16h	LOZERE	
Liquidation du régime matrimonial communautaire	Niveau : Actualisation		
Christian CAMPELS, Notaire honoraire, Professeur à l'ICH de Montpellier			

Objectif: Énoncé des règles fondamentales et actualisation jurisprudentielle.

Vendredi 6 novembre	10h-12h30 14h-16h30	MONTLUCON
Approche psychologique de l'enfant dans le cadre d'un contentieux parental	Niveau : Initiation	

Yolande ROSSIGNAUD, Psychologue intervenant auprès d'enfants et de parents en difficultés, Parentèle et programme de réussite éducative

Objectif: Comprendre l'enfant et les enjeux psychologiques dans une situation de contentieux parental. Développer une écoute attentive et bienveillante pour mieux appréhender la parole de l'enfant.

Vendredi 13 novembre	9h-12h 13h-16h	MONTPELLIER
Les violences conjugales	Niveau : Initiation	

Virginie VERNAT, Avocat au barreau de Montpellier **Sylvie SAMPOL**, Psychologue

Objectif: Définition juridique, chiffres, traitement civil et pénal de la procédure d'ordonnance de protection. Stratégie juridique du dossier.

Vendredi 20 novembre	9h-13h	MONTPELLIER
La protection des majeurs	Niveau : Perfectionnement	

Marie-Hélène ISERN-REAL, Avocat au barreau de Paris, Animatrice de la sous commission «Les protections des personnes vulnérables»

Objectif: La protection comment faire?

- la procédure
- les choix des mesures
- les choix des mandataires

La protection pour quoi faire?

- la protection de la personne : logement, filiation, mariage, PACS, divorce, succession, consentement aux soins
- la protection des biens : mandat, contrats, actes d'administration, de disposition.

Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine

Vendredi 20 novembre9h-13hAVIGNONL'avocat mandataire en transactions
immobilières : la pratique immobilièreNiveau : Initiation

Michelle VICTOR, Avocat au barreau de Tarascon, Spécialisé en droit commercial, Avocat mandataire en transactions immobilières, Membre de la Chambre des Experts Immobiliers de France

Objectif: Formation destinée à ceux qui ne connaissent pas les processus de vente d'un bien immobilier par l'avocat mandataire.

Vendredi 11 décembre13h-17hMONTPELLIERLa gestion du patrimoine du mineurNiveau : Actualisation

En partenariat avec l'AAE

Cécile LISANTI, Maître de conférences à l'Université de Montpellier , Codirectrice du Master II Droit notarial et Directrice du DU Gestion du Patrimoine

Bernard COURAZIER, Juge aux affaires familiales du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, chargé des tutelles des mineurs

Objectif: Cette formation est une actualisation en matière de droit patrimonial des mineurs et des procédures en découlant.

Droit du dommage corporel

Lundi 12 octobre13h-17hALESDroit des victimes et du dommage corporelNiveau : Initiation

Sylvie JARDRIN, Avocat au barreau de Montpellier

Objectif: Les différents types de victime et leur droit à indemnisation

- Les procédures tendant à l'indemnisation en fonction de la typologie de la victime
- Les grands principes de la réparation du dommage corporel
- L'expertise : nature et déroulement
- Les préjudices indemnisables : nomenclature DINTILHAC
- Les recours des tiers payeurs.

Vendredi 6 novembre	13h-17h	LOZERE
Actualisation jurisprudentielle et législative du préjudice corporel	Nive	eau : Actualisation

Cécile BEAUVARLET, Avocat au barreau de Montpellier

Objectif: Evolution jurisprudentielle des différents postes de préjudice selon la nomenclature DINTILHAC du recours des tiers payeurs.

Droit de la santé

Vendredi 23 octobre	9h-12h 13h-16h	CLERMONT-FERRAND
Actualisation responsabilité médicale Loi de santé	Niveau : Actualisation	
Nicolat JONQUET, Avocat au barreau de Paris		

Droit de la santé

Vendredi 6 novembre	9h-13h	NIMES
Actualisation responsabilité médicale Loi sur la fin de vie - Bioéthique	Niv	eau : Actualisation

Emmanuel TERRIER, Maître de conférences HDR Université de Montpellier

Objectif: Actualisation de jurisprudence sur les questions de responsabilité médicale (fautes techniques, information, lien de causalité).

Cadre de la loi sur la fin de la vie des personnes.

Protection de la volonté des personnes.

Directives anticipées, processus d'arrêt de soin, entourage familial, personne de confiance Rôle de l'avocat.

Présentation des évolutions éthiques et de bioéthique.

Droit pénal

Vendredi 11 septembre	13h-17h	LE PUY EN VELAY
Actualisation en droit pénal et procédure pénale	Niveau : Actualisation	
Denis MONDON, Procureur de la République près le TGI de Bourg en Bresse		

Vendredi 9 octobre	10h-13h 14h-17h	AVIGNON
GMSI (Gestion Moderne de la Scène d'In- fraction) Normes et protocoles exigibles de nos jours	Nivea	u : Perfectionnement

Thierry LEZEAU, Directeur de la société F.C.F Forensic Consulting France, Ancien Officier de Gendarmerie, Directeur de la division d'enseignement criminalistique au C.N.F.P.J de Fontainebleau (Centre National de Perfectionnement de la Police Judiciaire)

Objectif: Présenter la Gestion Moderne de la Scène de Crime avec les normes et les protocoles exigibles de nos jours, obtenir les nouvelles grilles de lecture, de décryptage de la scène d'infraction. Aborder les exigences européennes, le cadre légal imposé à la France pour les accréditations. Aborder les contraintes, les enjeux pour le procès-pénal. Aborder les questions à poser par les avocats dans le cadre d'une instruction, du procès pénal à l'expert en criminalistique, au technicien de la scène d'infraction. Aborder des cas concrets précis avec des exemples.

Vendredi 9 octobre	9h-13h	BEZIERS
Le contrôle judiciaire des hospitalisations psychiatriques sans consentement	N	iveau : Initiation

Alain GUGLIELMI, Substitut Général

Objectif: Rappel de la réglementation des hospitalisations psychiatriques (lois des 5 juillet 2011 et 27 septembre 2013 - Décrets des 18 juillet 2011 et 15 août 2014). Le rôle du JLD et l'intervention de l'avocat. La procédure d'irresponsabilité pénale devant la Chambre de l'Instruction et le placement en hospitalisation sous contrainte par l'autorité judiciaire (articles 706.119 et suivants du Code de Procédure Pénale).

Droit pénal

Vendredi 16 octobre	10h-13h 14h-17h	AURILLAC
Droit des victimes Niveau : Actualisation		
Jean-François CANIS, Avocat au barreau de Clermont-Ferrand		

Vendredi 27 novembre	9h30-12h30 14h-17h	CARCASSONNE
Actualisation en droit pénal et procédure pénale	Nive	au : Actualisation

Vanessa VALETTE ERCOLLE, Maître de conférences Université de Perpignan Via Domitia Christine GAVALDA MOLENAT, Maître de conférences Université de Perpignan Via Domitia

Objectif: Connaître les dernières lois applicables (2014 et 2015; lois Taubira, lutte contre le terrorisme, etc) et l'actualité jurisprudentielle en droit pénal (en matière de responsabilité pénale, de peines applicables, de domaine d'application des infractions) et en procédure pénale (enquêtes, nullités, procédures rapides).

Vendredi 4 décembre	9h-13h	CLERMONT-FERRAND
Actualisation en procédure pénale	Niveau : Actualisation	
Jean-Louis DESCHAMPS, Ancien Bâtonnier, Avocat au barreau de Moulins		
Objectif : Cette formation permet d'examiner les évolutions jurisprudentielles mais aussi les ré-		

Objectif: Cette formation permet d'examiner les évolutions jurisprudentielles mais aussi les régimes de la garde à vue et de l'audition libre suite à la loi du 27 mai 2014.

Vendredi 4 septembre Vendredi 2 octobre Vendredi 6 novembre Vendredi 4 décembre	12h-14h	MONTPELLIER
Permanence pénale	Niv	eau : Actualisation
Rapahël CHALIÉ, Avocat au barreau de Montpellier, Présidente de la Commission Pénale		

Droit des garanties, des sûretés et des mesures d'exécution

Vendredi 18 septembre	9h-12h 13h-16h	MONTPELLIER
Actualisation en droit des sûretés	Niveau : Actualisation	
Michel GRIMALDI, Agrégé des Facultés de droit, Professeur à l'Université Panthéon-Assas Paris II		

Jeudi 3 décembre	13h-17h	MONTPELLIER
L'indemnisation des accidents médicaux : I'ONIAM	N	iveau : Expertise
Dhilippo TDEGLUED Directour juridique de l'ONIAM		

Philippe TREGUIER, Directeur juridique de l'ONIAM

Objectif: Présentation des modes de règlement de l'indemnisation consécutive aux accidents médicaux (ONIAM / CCI, dommages transfusionnels (VIH, VHC, VHB, HTLV), vaccinations obligatoires, mesures sanitaires d'urgence (vaccination H1N1)...).

Droit du crédit et de la consommation

Lundi 23 novembre	13h-17h	ALES
Obligation d'information pré-contractuelles et contractuelles des consommateurs et droit de rétraction	N	iveau : Expertise

Malo DE PINCÉ, Maître de conférences HDR à la Faculté de droit et de science politique de Montpellier, Directeur du M2 consommation et concurrence, Avocat au barreau de Montpellier

Objectif: Connaître le régime de l'information précontractuelle des consommateurs et la nature du droit de rétractation. Connaître les différents textes applicables et les régimes spéciaux. Comprendre l'articulation des sanctions. Connaître les modalités de mise en œuvre. Etre informé des dernières actualités en la matière (loi Hamon, jurisprudence).

Droit immobilier

Vendredi 18 septembre	9h-12h 13h-16h	PERPIGNAN
Vendredi 4 décembre		AVIGNON
Responsabilité des constructeurs et assurance construction	Ni	iveau : Expertise

Christian TOULZA, Président de chambre honoraire à la Cour d'Appel de Montpellier, Correspondant de la Cour d'Appel de Montpellier auprès du Service de Documentation et d'Etudes de la Cour de Cassation

Objectif: Cette formation permet d'acquérir une vision claire et comparative des différents régimes de responsabilité des constructeurs et sous-traitants et de leurs assureurs qui sont susceptibles d'être mis en œuvre en raison de désordres affectant des travaux de construction ou de réhabilitation d'un immeuble et, d'une manière générale, de tous travaux relevant des techniques du bâtiment.

Vendredi 9 octobre	9h-13h 14h-16h	NIMES
Vendredi 20 novembre	9h-12h 14h-17h	NARBONNE
Pièges et méthodes dans la pratique des baux, après la loi ALUR (habitation) et la loi PINEL (propriété commerciale)	Niveau	น : Perfectionnement

François de la VAISSIERE, Avocat honoraire du barreau de Paris, Spécialiste et Enseignant en droit immobilier

Objectif: La matière a connu des bouleversements législatifs importants qui exigent une mise à niveau, et elle comporte une certaine complexité - source de responsabilité professionnelle - dans l'un et l'autre de ses aspects, contraignant le praticien à un regard compétent, exhaustif et approfondi.

Vendredi 6 novembre	9h-13h	MONTPELLIER
La compétence du Juge des référés	Niveau: Perfectionnement	
Thierry VERNHET, Avocat au barreau de Montpellier Philippe DE GUARDIA, Premier Vice-président au TGI de Montpellier		

Vendredi 13 novembre	10h-13h 14h-17h	AURILLAC
Chemins et servitudes - Droit funéraire Biens de section	Niveau	ı : Perfectionnement

Christian CAMPELS, Notaire honoraire, Professeur à l'ICH de Montpellier

Objectif: Chemins ruraux, chemins d'exploitation, chemins indivis et servitude. Définition, nature et régime juridique. Actualité jurisprudentielle.

Droit funéraire : principes. Réglementation des funérailles ; questions sur les concessions funéraires ; le sort des cendres. Sépulture sur une propriété privée.

Régime juridique sur les biens de section.

Droit des assurances

Vendredi 16 octobre	9h-13h	NIMES
Le refus de garantie de l'assureur	N	iveau : Initiation

Anne PELISSIER, Agrégée des facultés de Droit, Professeure à l'Université de Montpellier, Responsable du Master II de Droit des assurances, Médiateur en assurances

Objectif: La formation permettra d'identifier les différentes exceptions susceptibles d'être opposées par l'assureur pour refuser sa garantie à son assuré ou aux victimes en assurance de responsabilité civile ainsi que les moyens de défense à la disposition de ces derniers tant sur le plan substantiel que sur le plan processuel, notamment avec le système de médiation mis en place par les assureurs.

Procédure d'appel

Vendredi 9 octobre	13h-17h	PERPIGNAN
Vendredi 18 décembre	9h-13h	MONTPELLIER
Actualisation procédure civile 1ère instance et appel	Nive	eau : Actualisation

Jacques-Henri AUCHÉ, Avocat au barreau de Montpellier Jacques MALLET, Président de Chambre auprès de la Cour d'appel de Montpellier

POLE 2 DROIT DES AFFAIRES

Droit commercial, des affaires et de la concurrence	. P. 44
Droit des sociétés	P. 46
Droit bancaire et boursier	P. 48
Droit fiscal et droit douanier	. P. 48
Droit du travail	. P. 49
Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	. P. 51
Droit de la propriété intellectuelle	. P. 51
Droit des nouvelles technologies, de l'informatique et de la communication	P. 51
Droit du sport	. P. 52
Droit de l'arbitrage	P. 52

Tarif 30 € de l'heure

Abonnements de 24 heures pour les avocats du ressort de l'EFACS, sauf convention particulière avec le barreau

- Avocat jeune barreau 150 €
- Avocat grand tableau 350 €

Abonnements pour les avocats hors ressort de l'EFACS

- 12 heures 300 €
- 24 heures 600 €
- Illimité 1 200 €

Les abonnements sont valables par année civile. Ils sont nominatifs et ne sont pas reportables d'une année sur l'autre. Les heures effectuées hors abonnements seront facturées au tarif horaire.

Droit commercial, des affaires et de la concurrence

Vendredi 11 septembre	9h-13h 14h-16h	NIMES
Actualisation acte de commerce, commerçant, fonds de commerce	Niveau : Actualisation	
François-Xavier VINCENSINI, Avocat au barreau d'Aix-en-Provence		

Vendredi 18 septembre

9h30-12h30
14h-17h

CARCASSONNE

Les techniques contractuelles Niveau : Actualisation

Philippe GRIGNON, Maître de conférences à la Faculté de droit de Montpellier **Marie BOURDEAU**, Maître de conférences à l'Université de Perpignan Via Domitia **Pierre MOUSSERON**, Professeur à la faculté de droit de Montpellier

Objectif: Mise à jour des nouveautés législatives, jurisprudentielles et professionnelles de l'année passée.

Clauses relatives à l'avant contrat, à la formation des contrats, à l'exécution des contrats, à l'inexécution des contrats, à la circulation des contrats, au règlement des différends, à l'après-contrat.

Vendredi 23 octobre

9h-13h

NIMES

Actualisation du droit des contrats de distribution

Niveau : Actualisation

Jean-Louis RESPAUD, Maître de conférences à l'Université d'Avignon

Objectif: Il s'agit d'une présentation jurisprudentielle et législative du droit des contrats de distribution. Au-delà de cette présentation de l'actualité tant des règles communes aux contrats de distribution que de celle plus spécifique à certains modes d'organisation de la distribution (franchise, concession, agence commerciale, commission-affiliation, grande distribution...), il s'agit d'envisager les adaptations contractuelles nécessaires.

Vendredi 6 novembre13h-17hMONTPELLIERL'action de groupeNiveau : Actualisation

Alexandre RIERA, Maître de conférences à l'Université Perpignan Via Domitia, Avocat au barreau des Pyrénées-Orientales

Vanessa VALETTE, Maître de conférences HDR à l'Université de Perpignan Via Domitia **Raymond ESCALE**, Avocat au barreau des Pyrénées-Orientales

Objectif: La loi n°2014-344 a introduit en droit français les actions de groupe, plus connues sous l'appellation anglo-saxonne de «class-actions». Cette innovation soulève d'importantes interrogations, tant dans sa mise en œuvre procédurale que dans la place qu'elle réserve aux différents acteurs professionnels.

Droit commercial, des affaires et de la concurrence

Vendredi 20 novembre13h-17hPERPIGNANL'avocat face aux procédures collectivesNiveau : Perfectionnement

Jean-Marie CHABAUD, Avocat au barreau de Nîmes

Objectif: Présenter les différentes missions envisageables selon le type de procédure collective ouverte. Détailler le rôle de l'avocat en fonction de la position de son client (débiteur, créancier, contrôleur, dirigeant, caution, etc...).

Vendredi 27 novembre	9h-12h 13h-16h	MONTPELLIER
Droit de la force de vente	Niveau : Perfectionnement	

Marie-Elisabeth ANDRÉ, Professeure, Doyen de la Faculté de Droit et science politique de Montpellier Marie BOURDEAU, Maître de conférences à l'Université de Perpignan Via Domitia Philippe GRIGNON, Maître de conférences à la Faculté de Droit et science politique de Montpellier

Objectif: Prenant appui sur l'étude des textes applicables, sur un panorama de la jurisprudence récente, ainsi que sur des conseils à la rédaction des clauses, la formation proposée permet à chaque participant d'acquérir ou actualiser ses connaissances en droit de la force de vente. Une solide maîtrise du statut par chaque participant est, par conséquent, l'objectif de cette formation.

Lundi 7 décembre	13h-17h	CARPENTRAS
Actualité du droit des entreprises en difficulté	Nive	eau : Actualisation

Jean-Marie CHABAUD, Avocat au barreau de Nîmes

Objectif: Présenter les principaux points d'évolution du régime en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2014 (ordonnance du 12 mars 2014). Examiner les évolutions et précisions jurisprudentielles de 2014 et 2015.

Vendredi 11 décembre	9h-13h	MONTPELLIER
Les contrats relatifs aux sociétés	Niveau : Perfectionnement	

Pierre MOUSSERON, Agrégé des Universités, Professeur à l'Université de Montpellier

Objectif: Signaler les principales nouveautés d'ordre législatif et jurisprudentiel relatives aux conventions des sociétés (contrats de cession, contrat de direction, garanties de passif,... Évoquer l'opportunité et la régularité de nouvelles pratiques en matière sociétaire (mise en place du droit d'information des salariés en cas de cession d'entreprise, modalités de recours à la conciliation après le décret n°2015-282 du 11 mars 2015,...).

Droit des sociétés

Vendredi 11 septembre	13h-17h	MONTLUCON
Actualisation en droit des sociétés	Nive	eau : Actualisation

Benoît RAYNAUD, Avocat au barreau de Clermont-Ferrand, Maître de conférences à l'Université d'Auvergne

Objectif: Présentation des dernières réformes et des décisions jurisprudentielles récentes les plus significatives.

Vendredi 9 octobre	9h-13h 14h-16h	CLERMONT-FERRAND
La responsabilité pénale des dirigeants sociaux	Niveau	u : Perfectionnement

Pierre LACROIX. Avocat au barreau de Clermont-Ferrand associé chez FIDAL

Objectif: La formation a vocation à aborder, via une approche méthodologique et pratique, les cas de mise en cause de la responsabilité pénale du dirigeant social.

Le sujet ne pouvant être traité de manière exhaustive, l'intervention sera plutôt orientée sur le droit pénal des sociétés, la responsabilité pénale en matière de fiscalité, voire la responsabilité pénal en matière de droit social.

Vendredi 16 octobre	9h-13h	AVIGNON
Les conflits entre associés	Niveau	ı : Perfectionnement

Stéphane CASTELAIN, Avocat au barreau d'Avignon

Objectif: Maîtriser les enjeux de la rédaction du contrat de société et pactes extra-statutaires dans la gestion des relations entre associés, appréhender les dispositions destinées à eviter les situations de blocage et à résoudre les conflits, connaître les modalités d'évaluation des titres sociaux.

Vendredi 30 octobre	9h-13h	MONTPELLIER
S'associer au sein d'un Cabinet	N	iveau : Initiation

Jean-Marie BALDO, Avocat au barreau de Nîmes, Spécialiste en droit fiscal

Objectif: Le cabinet d'avocats, « une association libérale ».

L'intérêt de l'association, la valorisation des cabinets.

Les différents modes d'association (SCM, SEL, SCP...) et les contraintes juridiques associées.

Le « pacte d'associé » : la répartition des pouvoirs, les modes de rémunération, l'organisation du cabinet, les contraintes ordinales.

Le régime fiscal de la société et les modalités de financement du rachat.

L'association dans le temps :

- Anticiper et gérer les aléas de la vie
- L'entrée de nouveaux associés
- La fin de l'association : la séparation et le départ à la retraite (organiser et contractualiser la séparation).

Vendredi 30 octobre	9h-13h	NIMES
Technique contractuelle des cessions de droits sociaux	Niveau	ı : Perfectionnement

Pierre MOUSSERON, Agrégé des Universités, Professeur à l'Université de Montpellier

Objectif: A la lumière des textes, de la jurisprudence, des usages et du projet de réforme du code civil, la formation examine les clauses sensibles des contrats relatifs à la cession de droits sociaux (contrats préparatoires, contrats de cession, contrat de garantie).

Droit des sociétés

Jeudi 19 novembre

SCI et transmission du patrimoine

Christelle BAROSO, Avocat au barreau d'Avignon
Ludovic GOSSEIN, Notaire à Avignon

Jeudi 3 décembre9h-13hMONTPELLIERSAS - La rédaction des statutsNiveau : Perfectionnement

Christelle BAROSO, Avocat au barreau d'Avignon

Objectif: Synthèse sur les avantages et les inconvénients de la SAS Les mutations obligatoires

Les aménagements statutaires envisageables (florilège de clauses).

Vendredi 4 décembre9h-13hMONTPELLIERLes contrats de distributionNiveau : ActualisationNicolas FERRIER, Professeur à l'Université de Montpellier

Vendredi 4 décembre9h-13hNARBONNEActualisation en droit des sociétésNiveau : Actualisation

Alexandre Le GARS. Maître de conférences à l'Université de Toulouse

Objectif: L'actualisation en droit des sociétés portera sur les thèmes suivants: - création et format juridique de la société; gouvernance de la société; financement de la société; la transmission de la société; le groupe de société; les risques inhérents à l'activité de la société; apports de la loi Macron dite «croissance et activité» en droit des sociétés.

Vendredi 4 décembre9h-13hNIMESOption des sociétés pour l'IR ou l'ISNiveau : Actualisation

Lise CHATAIN, Maître de conférences à l'Université de Montpellier

Objectif: Les sociétés peuvent dans certaines hypothèses choisir leur mode de taxation: IR ou IS. Des décisions récentes sont venues apporter des clarifications sur les modalités de ces options. Il importe dès lors de souligner les conditions et les effets de telles options.

Vendredi 18 décembre9h-13hNIMESLa transmission d'entreprise (sociétés)Niveau : Perfectionnement

Alain GUEDJ et Marie-Odile LAMOUREUX-BAYONNE, Avocats au barreau de Montpellier

Objectif:

La transmission à titre onéreux :

- · Du côté du cédant :
- les opérations pré-cession en vue d'une éventuelle optimisation fiscale
- · Du côté du cessionnaire :
- les structures de rachat

- le financement
- l'intervention éventuelle d'un investisseur
- · La transmission à titre gratuit :
 - les structures de reprise
- le pacte Dutreil.

Droit bancaire et boursier

Vendredi 20 novembre	9h-13h	NIMES
Panorama de jurisprudence en droit bancaire et boursier	Nive	eau : Actualisation

Valérie VERNET SIBEL, Avocat au barreau de Montpellier

Objectif: Actualité jurisprudentielle en matière de crédit, rémunération du crédit, cautionnement, responsabilité du banquier.

Vendredi 18 décembre	13h-17h	PERPIGNAN
Droit des marchés financiers	Niveau : Actualisation	
Jean-Marc MOULIN, Professeur de droit privé à l'Université de Perpignan Via Domitia		

Droit fiscal et Droit douanier

Vendredi 18 septembre	13h-17h	AVIGNON
Holdings animatrices : enjeux et opportunités	N	iveau : Expertise

Laurent MIRALLES, Avocat au barreau de Montpellier, Spécialiste en droit fiscal

Objectif: Il s'agira à la fois de faire un point d'actualité sur un sujet qui préoccupe les conseils depuis deux ans, notamment au regard des dernières décisions de jurisprudence en la matière, mais aussi de faire la part des choses entre les véritables enjeux et les «faux problèmes», et d'explorer des solutions alternatives.

Vendredi 16 octobre	13h-17h	CLERMONT-FERRAND
Les holdings animatrices : un dessein animé	Niveau : Expertise	
Régis SERPENTIER, Avocat au barreau de Montpellier		

Vendredi 16 octobre	9h-13h	PERPIGNAN
Les interventions de l'administration fiscale en entreprise	N	iveau : Initiation
En partenariat avec l'AMAPL intervenant à confirmer		

Vendredi 20 novembre	10h-13h 14h-17h	MONTPELLIER
15ème journée d'actualisation fiscale	Niveau: Actualisation	
Pierre AMIEL, Avocat au barreau de Montpellier		

Droit du travail

Jeudi 2 juillet	9h-13h	MONTPELLIER
Les créances salariales dans l'entreprise en difficulté	N	iveau : Initiation

Régis TOURNIER, Magistrat chargé de la coordination des chambres sociales à la Cour d'appel de Montpellier

Anaëlle DONNETTE BOISSIERE, Maître de conférences à l'Université de Montpellier

Objectif: Maîtriser le régime des créances salariales dans l'entreprise en difficulté.

- La déclaration des créances salariales : dérogation à l'obligation de déclaration
- La vérification des créances salariales : relevés et contestation des relevés
- Le paiement des créances salariales : paiement immédiat / paiement différé
- La garantie des créances salariales : privilèges des salariés et garantie de l'AGS
- Aspects de droit du travail international

Vendredi 11 septembre	13h-17h	AVEYRON
Actualisation en droit du travail	Niveau : Actualisation	
Jean-Louis BORIE, Ancien Bâtonnier, Avocat au barreau de Clermont-Ferrand		

Vendredi 18 septembre	13h-17h	MOULINS
L'appréciation jurisprudentielle du droit dans la durée du travail	Nive	eau: Actualisation

Michel MORAND, Professeur à la Faculté de droit de Clermont-Ferrand, Avocat au barreau de Clermont-Ferrand

Objectif: Rappeler ou préciser les grandes tendances jurisprudentielles du droit de la durée du travail s'agissant des aspects quantitatifs (qualification des temps, preuve des heures...) et qualitatifs (forfaits jours, JRTT, place de l'accord collectif, intermittence, temps partiel...).

Vendredi 2 octobre	9h-13h	AVIGNON
Actualité de la durée du travail	Niveau : Actualisation	
Denis ALLIAUME, Avocat au barreau d'Avignon		

Vendredi 16 octobre	9h-13h	NARBONNE
Vendredi 20 novembre	9h-13h	BEZIERS
Actualisation en droit du travail Niveau : Actualisation		
Bruno SIAU, Maître de conférences à l'Université de Montpellier, Avocat au barreau de Béziers		

Droit du travail

Vendredi 6 novembre	9h-13h 14h-16h	CLERMONT-FERRAND
Les différents modes de rupture du contrat de travail et les conséquences en résultant	Niveau : Perfectionnement	

Noèle SAGON, Avocat au barreau de Clermont-Ferrand, Spécialiste en droit du travail

Objectif: Analyser les différents modes de rupture du contrat de travail, de la démission au licenciement en passant par la prise d'acte, la résiliation judiciaire et la rupture conventionnelle, et analyser leurs conséquences tant à la lecture de la loi que de la jurisprudence. Créer des discussions et contradictions.

Lundi 23 novembre	9h-13h	CARPENTRAS
Actualisation en droit du travail	Niveau : Actualisation	
Hervé Georges BASCOU, Avocat au barreau de Nîmes, Cabinet Bascou-Ranc et Associés		

Vendredi 27 novembre	9h-13h	NIMES
La rupture conventionnelle du contrat de travail	Niveau : Actualisation	
Denis ALLIAUME, Avocat au barreau d'Avignon		
Objectif: Point sur ce mode de rupture institué en 2008 au regard de la jurisprudence.		

Vendredi 27 novembre	9h-13h 14h-16h	PERPIGNAN
L'aménagement du temps de travail et la rémunération du salarié	Niveau : Perfectionnement	
Michel PIERCHON, Avocat au barreau de barreau de Montpellier		

Vendredi 4 décembre	9h-13h	MONTPELLIER
Actualisation en droit du travail	Niveau : Actualisation	
Paul-Henri ANTONMATTEI , Professeur à l'Université de Montpellier, Doyen honoraire, Avocat au barreau de Paris		

Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale

Jeudi 8 octobre

Accident du travail et maladie professionnelle

Niveau : Perfectionnement

Michel PIERCHON, Avocat au barreau de Montpellier

Vendredi 9 octobre	13h-17h	MONTLUCON
Les accidents du travail, les accidents du trajet, les maladies professionnelles, la faute inexcusable	Niveau	u : Perfectionnement
Madeleine CARTON, Service juridique CPAM 63		

Objectif: Critères pour déterminer ce qu'est un accident du travail, un accident du trajet, une maladie professionnelle, une faute inexcusable.

Droit de la propriété intellectuelle

Jeudi 29 octobre	9h-13h	MONTPELLIER
Actualisation en droit de la propriété intellectuelle	Nive	eau : Actualisation

Sylvain CHATRY, Maître de conférences à l'Université de Perpignan Via Domitia

Objectif: Le droit de la propriété intellectuelle est en évolution permanente. Aux nouvelles lois et directives (contrat d'édition, œuvres orphelines, durée de protection des droits voisins, brevets à effet unitaire, IGP pour les produits industriels et artisanaux,...) s'ajoute une jurisprudence interne et de l'Union européenne foisonnante. La formation entend donc reprendre matière par matière (droit d'auteur, droits voisins, dessins et modèles, brevets, marques, autres signes distinctifs,...) les récentes évolutions.

Droit des nouvelles technologies, de l'informatique et de la communication

Vendredi 18 décembre	9h-13h	MONTPELLIER
Les contrats de l'Internet	Niveau: Perfectionnement	

Marie SONNIER POQUILLON, Avocat au barreau de Montpellier, Spécialiste en droit de la propriété intellectuelle, de l'informatique et des nouvelles technologies

Objectif: Maîtriser les principaux contrats de l'Internet, tant du point de vue des utilisateurs des sites (conditions d'utilisation des sites Web, conditions d'utilisation des réseaux sociaux, conditions générales de vente sur Internet,...) que du point de vue des exploitants des sites (le contrat de réservation de nom de domaine, le contrat de création de site, le contrat d'hébergement, le contrat de référencement, les mentions légales sur les sites Web...). L'objectif est de comprendre les spécificités propres à ces contrats de l'Internet par rapport au droit commun des contrats, ainsi qu'au droit de la concurrence et au droit de la consommation, qui demeurent applicables et de connaître les principaux dangers / zones de risques propres à ces contrats.

Droit des nouvelles technologies, de l'informatique et de la communication

Vendredi 11 décembre 9h-13h BEZIERS

Publicité et démarchage de l'avocat Niveau : Actualisation

Arnaud DIMEGLIO, Avocat au barreau de Montpellier, Spécialiste en droit de l'informatique et des nouvelles technologies en droit de la propriété intellectuelle

Objectif: L'objectif de cette formation est de faire le point sur la déontologie applicable à l'avocat faisant de la publicité par les moyens traditionnels de publicité, comme par les «nouveaux» moyens de communication tel que l'Internet. Cette formation vise également à informer les avocats sur la loi Hamon du 17 mars 2014 laquelle autorise la sollicitation personnalisée, son décret d'application du 28 octobre 2014, et le nouvel article 10 du RIN.

Droit du sport

Jeudi 26 novembre 9h-13h MONTPELLIER

Actualisation en droit du sport Niveau : Actualisation

Romain BOUNIOL, Maître de conférences de droit privé et sciences criminelles à l'Université de Perpignan Via Domitia

Objectif: L'objectif de la formation est de permettre au patricien de maîtriser le contrat d'agent sportif. Elle sera ainsi l'occasion de présenter toute la complexité de l'opération d'intermédiation sportive et de placement de sportif auprès d'un employeur. Elle permettra également de faire un état des lieux des dernières décisions rendues en la matière.

Droit de l'arbitrage

Jeudi 5 novembre	13h-17h	MONTPELLIER
L'arbitrage	Niveau : Actualisation	
Yann LE TARGAT, Avocat au barreau de Montpellier		

POLE 3 DROIT PUBLIC

Droit public	P. 54
Droit de l'environement	P. 56
Droit international et de l'Union européenne	P. 56
Droit des étrangers et de la nationalité	P. 56

Tarif 30 € de l'heure

Abonnements de 24 heures pour les avocats du ressort de l'EFACS, sauf convention particulière avec le barreau

- Avocat jeune barreau 150 €
- Avocat grand tableau 350 €

Abonnements pour les avocats hors ressort de l'EFACS

- 12 heures 300 €
- 24 heures 600 €
- Illimité 1 200 €

Les abonnements sont valables par année civile. Ils sont nominatifs et ne sont pas reportables d'une année sur l'autre. Les heures effectuées hors abonnements seront facturées au tarif horaire.

Droit public

Vendredi 18 septembre	9h-13h	CLERMONT-FERRAND
La qualité et l'intérêt à agir des associations dans le contentieux administratif	N	iveau : Initiation

Marcel SCHOTT, Avocat au barreau de la Haute Loire

Objectif: Rappel de la jurisprudence sur l'intérêt à agir des Associations loi de 1901 dans le contentieux administratif et les évolutions législatives et réglementaires pour limiter la qualité à agir des Associations et leur intérêt dans le contentieux de l'urbanisme notamment.

Vendredi 16 octobre	9h-13h	CUSSET VICHY
La protection des agents publics et le développement des risques psychosociaux	Niveau : perfectionnement	

François-Xavier FORT, Maître de conférences HDR à l'Université de Montpellier

Objectif: Le développement des risques psychosociaux (suicides, harcèlement, stress au travail,...) se manifeste au sein des structures publiques (administrations d'Etat, collectivités territoriales, centre hospitaliers). Les règles classiques de protection des agents publics résultant du statut doivent s'adapter à ce nouveau défi ; dans le même temps, les juridictions administratives commencent à développer une jurisprudence afin de protéger l'agent public face à ce risque jusqu'alors inconnu ou seulement tu au sein de la fonction publique.

Jeudi 5 novembre	9h-13h	MONTPELLIER
Droit de l'urbanisme : actualité du contentieux	Niveau : Actualisation	

Jérôme JEANJEAN, Avocat au barreau de Montpellier

Objectif: Contentieux administratif:

- Recours en annulation
- Référés
- Recours de plein contentieux / Contentieux administratif / Contentieux pénal.

Vendredi 6 novembre	9h-13h	AVIGNON
La responsabilité de l'Etat à l'égard des personnes publiques	N	iveau : Initiation

Sandrine SERPENTIER LINARES, Avocat au barreau de Montpellier

Objectif: Dans un contexte budgétaire contraint, dû notamment à la baisse des dotations et au désangagement de l'Etat, les collectivité territoriales à l'instar des autres personnes publiques n'hésitent pas à engager la responsabilité de l'Etat lorsqu'elles considèrent que celui-ci a failli dans ses missions. Quels types d'actions les personnes publiques peuvent-elles engager?

Droit public

Jeudi 19 novembre 9h-12h MONTPELLIER 13h-16h

Les techniques d'appel et les possibilités de cassation en contentieux administratif

Niveau: perfectionnement

Anne BAUX, Premier Conseiller de TA et CAA, Cour Administrative d'appel de Marseille

Objectif: Cette formation a pour objet de rappeler, préciser, approfondir l'appel avec quelques éléments pour finir sur les moyens de cassation. Après avoir fait un rapide rappel sur l'organisation du 2nd dégré de juridiction, sera abordée la notion de recevabilité de l'appel; nous traiterons ensuite de l'office du d'appel (régularité des jugements/bien-fondé). Enfin, les techniques de l'appel seront rapplées: effet dévolutif/évocation. Seront enfin évoqués les moyens de cassation.

Vendredi 11 décembre	10h-13h 14h-17h	NIMES
Marchés publics	Niveau : Initiation	

Florence VILBOIS CROS, Directrice des Affaires Juridiques et des Assemblées - Pôle Ressources et Moyens - Béziers Méditerranée

Objectif: Acquérir les notions essentielles de la réglementation et des modalités de passation d'un marché public.

Les préalables à la procédure de mise en concurrence

- · Qu'est-ce qu'un marché public?
- · Principes fondamentaux et objectifs de la commande publique
- · Les acteurs de la commande publique
- · L'évaluation et la définition des besoins

La procédure

- La publicité et les procédures de passation des marchés
- Les pièces constitutives d'un marché

Vendredi 11 décembre	10h-13h 14h-17h	PERPIGNAN
Droit des collectivités territoriales	Niveau : Actualisation	

François-Xavier FORT, Maître de conférences HDR à l'Université de Montpellier

Objectif: Le droit des collectivités territoriales est marqué depuis une décennie par un changement quasi perpétuel des règles qui l'organisent. Cette logique de mutation est accrue par la nécessité d'une maîtrise de coûts qui devient peu à peu impérative et donne à voir des modalités nouvelles de gestion (mutualisation des services, mutualisation éventuelle des compétences). Cette formation sera l'occasion de faire le point sur les lois intervenues récemment (loi RCT, loi MAPAM, projet de loi NOTRE).

Droit de l'environnement

Vendredi 11 septembre	13h-17h	MONTPELLIER
Actualisation dans le droit de l'environnement	Nive	eau : Actualisation

Catherine RIGOT, Professeure de droit public à l'Université de Montpellier **Alice CHARRON**, Docteure en droit, Université de Montpellier

Objectif:

- Contentieux associatif en matière de protection de l'environnement
- Efficacité des principes de protection de l'environnement
- La répression des atteintes à l'environnement
- Responsabilité et réparation des atteintes à la santé publique
- Le préjudice écologique
- La loi sur la transition énergétique et la loi sur la biodiversité.

Droit international et de l'Union européenne

Jeudi 26 novembre	13h-17h	MONTPELLIER
Le régime juridique de la fin de vie dans le droit de la CEDH	Niveau : Actualisation	

Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE, Docteur en droit, Avocat au barreau de Marseille

Objectif: La notion générique de «fin de vie» recouvre deux réalités matérielles et juridiques distinctes, «l'euthanasie» d'une part et le «suicide assisté» d'autre part. La jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme a, dans trois arrêts successifs - l'arrêt Pretty C. Royaume Uni du 29 avril 2002, l'arrêt Haas C. Suisse du 20 janvier 2011 et l'arrêt Koch C. Allemagne du 19 juillet 2012 - précisémment défini quelle était la marge d'appréciation dont disposaient en la matière les Etats membres du Conseil de l'Europe. Si cette marge d'appréciation laissée aux Etats membres existe bel et bien, elle n'est toutefois pas absolue. Elle est, au contraire, limitée par les dispositions de la Convention et par le contrôle de la Cour européenne qui, entre la garantie du droit à l'autodétermination issu de l'article 8 de la Convention et la protection de la vie assurée par l'article 2 de la Convention.

Droit des étrangers et de la nationalité

Vendredi 9 octobre	9h-13h	MONTPELLIER
Reconduites à la frontière Actualisation JLD -TA	Nive	eau : Actualisation
Sophie MAZAS et Christophe RUFFEL. Avocats au barreau de Montpellier		

Vendredi 27 novembre	9h-13h	MONTPELLIER
Les réformes du droit des étrangers et du droit d'asile	Niveau : Actualisation	

Sophie MAZAS, Avocat au barreau de Montpellier **Clémence VIANNAYE,** Intervenante CRA Perpignan CIMADE

POLE 4

DÉONTOLOGIE - VIE PROFESSIONNELLE

Pack de Déontologie	P	58
Vie professionnelle	P. (60
Droit des modes amiables de résolution des différends	P. (61

Tarif 30 € de l'heure

Abonnements de 24 heures pour les avocats du ressort de l'EFACS, sauf convention particulière avec le barreau

- Avocat jeune barreau 150 €
- Avocat grand tableau 350 €

Abonnements pour les avocats hors ressort de l'EFACS

- 12 heures 300 €
- 24 heures 600 €
- Illimité 1 200 €

Les abonnements sont valables par année civile. Ils sont nominatifs et ne sont pas reportables d'une année sur l'autre. Les heures effectuées hors abonnements seront facturées au tarif horaire.

LE « PACK DE DÉONTOLOGIE »

Quatre formations de quatre heures chacune visant à parfaire toutes les bases nécessaires à notre exercice professionnel. Elles sont principalement destinées à nos Jeunes Confrères et à nos Confrères intégrés au titre de l'article 98 qui ont une obligation, mais c'est plus une nécessité qu'une obligation, de consacrer annuellement 10 heures de leur formation à la déontologie :

- 1 La profession et les institutions
- 2 La relation avec le client, les Confrères, les Magistrats...
- 3 Les conflits d'intérêts et le périmètre du droit
- 4 La gestion de Cabinet

Déontologie

Vendredi 30 octobre	8h30-12h30	CLERMONT-FERRAND
Vendredi 4 décembre	13h30-17h30	PERPIGNAN
La profession d'avocat : la place de l'avocat dans notre société, les institutions de la profession	Niveau : Perfectionnement	

Xavier FORTUNET, Ancien Bâtonnier, Avocat honoraire au barreau d'Avignon, Ancien Président du Conseil de discipline

Objectif: Connaître et comprendre l'objet et l'intérêt de la déontologie, les institutions de la profession, son fondement et son utilité, le régime de la responsabilité ciivle professionnelle, le conseil de discipline.

Vendredi 9 octobre	13h30-17h30	MONTPELLIER
Vendredi 27 novembre	8h30-12h30	AVIGNON
Relations avec le client, les Confrères, les Magistrats et les professions complémentaires	Niveau : Perfectionnement	

Philippe CANONNE, Ancien Bâtonnier, Avocat au barreau d'Aurillac

Objectif: Savoir repérer les priorités dans l'exercice professionnel au quotidien. Savoir concilier les engagements fort du serment d'avocat et les tentations du modernisme. Apprendre à faire de la déontologie une véritable plus-value.

Déontologie

Vendredi 9 octobre	8h30-12h30	MONTPELLIER
Vendredi 27 novembre	13h30-17h30	AVIGNON
Les conflits d'intérêts et le périmètre du droit	Niveau : Perfectionnement	

Jean-Michel CASANOVA, Ancien Bâtonnier, Ancien membre du CNB, Avocat au barreau de Montpellier, Expert comité concurrence au CCBE

Objectif: Connaissance des modalités d'exercice du droit, l'organisation du système français en Europe. La régulation du droit et le droit de la concurrence.

Vendredi 30 octobre	13h30-17h30	CLERMONT-FERRAND
Vendredi 4 décembre	8h30-12h30	PERPIGNAN
La gestion de Cabinet	Niveau : Perfectionnement	

Guy LAICK, Ancien Bâtonnier, Avocat au barreau de Nîmes

Objectif: Présentation économique du Cabinet au sens de l'entreprise. L'honoraire, l'évaluation, le mode de calcul, les charges, le recouvrement des honoraires et des frais.

Vie professionnelle

Jeudi 1er octobre 13h-17h **MONTPELLIER**

Comprendre et utiliser les réseaux sociaux Niveau: Initiation

En partenariat avec l'AMAPL

Jean-Louis BRENIN, Consultant - Formateur informatique

Objectif: Découvrir ou mieux comprendre le fonctionnement des réseaux sociaux. Etre plus à l'aise avec ces outils d'un nouveau genre. Cerner leurs spécificités. Connaître les règles d'utilisation. Comprendre les avantages et les inconvénients.

Vendredi 23 octobre 9h-13h **MONTPELLIER**

La responsabilité civile professionnelle : principes et jurisprudence

Pierre MATHIEU. Ancien Bâtonnier du barreau d'Aix-en-Provence

Nicolas LHOMMEAU, juriste-consultant au sein de la SCB

Objectif: Sensibilisation et prévention en matière de responsabilité civile professionnelle. Exposé des canditions de mise en jeu de la responsabilité civile professionnelle et modalités de gestion des déclaration de sinistre par la SCB, courtier de la profession et les compagnies d'assurances.

Vendredi 11 septembre 9h-13h **AVIGNON** Niveau: Initiation

Management et communication

Garance GOUJARD, Dirigeante de la société LCG Consulting

Objectif: Développer un style relationnel efficace et adapté, construire des liens professionnels avec les collaborateurs et associés, communiquer et gérer les relations interpersonnelles.

Lundi 21 septembre 9h à 13h **CARPENTRAS** Gestion de Cabinet et prévention Niveau: Initiation des difficultés économiques

Valentine COUDERT, Avocat au Barreau de Paris, Membre du CNB, Membre du bureau de l'ANAAFA,

Objectif: Comment anticiper et gérer une difficulté de trésorerie? quels outils de gestion mettre en place, quelles actions entreprendre?

Permettre aux avocats de prévoir et suivre l'évolution de leur cabinet afin de repérer d'éventuelles difficultés Présenter les mesures et outils permettant a l'avocat de prévenir et/ou traiter celles-ci

Les outils de prévision

· Les documents prévisionnels

Le calendrier prévisionnel des cotisations sociales et professionnelles

La comptabilité prévisionnelle

Le budget prévisionnel

Les objectifs

Le seuil de rentabilité

Le CA moyen journalier minimum

Le suivi des prévisions et des objectifs

· Les tableaux de suivi du budget prévisionnel et plan de trésorerie

Niveau: Actualisation

L'analyse financière du cabinet

Les ratios

Le diagnostic

- Questionnaire d'auto-diagnostic
- Enseignements des ratios

Le traitement des difficultés

- Rappel sur les procédures collectives
- Mesures à adopter en interne
- En cas de difficultés passagères
- En cas de difficultés structurelles

Vie professionnelle

Vendredi 2 octobre	9h-13h	NIMES
La procédure disciplinaire	Niveau : Expertise	

Frédéric VERINE, Ancien Bâtonnier, Avocat au barreau de Montpellier, Président d'honneur du Conseil de discipline des barreaux du ressort de la Cour d'appel de Montpellier

Objectif: Formation réservée aux acteurs de la procédure disciplinaire (Bâtonniers, membres et anciens membres des Conseils de l'Ordre) destinée à échanger sur les difficultés de la procédure disciplinaire.

Vendredi 16 octobre	9h-12h 13h-16h	MONTLUCON
Se perfectionner sur le Pack Office Microsoft	Niveau : Perfectionnement	

En partenariat avec l'AMAPL

Jean-Louis BRENIN, Consultant - Formateur informatique

Objectif: Améliorer votre productivité en vous perfectionnant dan l'utilisation des outils du Pack Office: Word, Excel, Powerpoint, Outlook. Connaître les outils pour concevoir et structurer des documents longs avec Word. Concevoir des formules élaborées, des graphiques et gérer des données avec Excel. Concevoir et structurer des présentations efficaces avec Powerpoint. Configurer sa messagerie. Optimiser l'envoi et la réception de courrier, archiver es éléments, créer des signatures, des tâches.

Vendredi 6 novembre	13h-17h	LE PUY EN VELAY
Facturation et états de frais et calcul de la rentabilité d'un cabinet	N	iveau : Initiation

Maurice DUMAS LAIROLLE, Avocat au barreau de Grasse, Membre du bureau de l'ANAAFA

Objectif : Comment gagner de l'argent avec les états de frais ?

Récolter les piéces, présenter et calculer un état de frais

Textes applicables: ncpc et décrets tarifaires...

Eléments composant l'état de frais : sa préparation Terminologie : frais / dépense répétitibles

- Déboursés
- Droit fixe
- Droit proportionnel (et ses barèmes)
- Droit variable (coefficient bulletin d'évaluation)
- Droit gradué
- Droit de plaidoirie...

Les modalités de recouvrement de l'état de frais

- La distraction des dépens
- Recouvrement forcé

Exercices pratiques

Droit des modes amiables de résolution des différends

Vendredi 4 septembre9h-13hMONTPELLIERLa procédure participativeNiveau : Initiation

Natalie FRICERO, Professeure à l'Université de Nice

Objectif: A travers l'exposé du droit positif et des modèles concrets, il s'agit de maîtriser la procédure participative assistée par avocat. Seront successivement envisagées: la signature de la convention (analyse des diverses clauses), la phase de la mise en état conventionnelle (avec une mission confiée à un expert), la rédaction de l'accord et son homologation éventuelle par le juge compétent. Les problématiques auxquels l'avocat peut être confronté (confidentialité notamment) seront discutées. En cas d'échec de l'accord, les différents processus de saisine du juge compétent pour trancher le litige seront envisagés.

Vendredi 11 septembre	9h-13h	LOZERE
Lundi 12 octobre	9h-13h	CARPENTRAS
Introduction aux Modes Alternatifs de Règlements des Différends	Niveau : Initiation	

Yves BONHOMMO, Ancien Bâtonnier, Avocat au barreau de Carpentras, Chargé d'enseignement D.U «Justice participative» Université d'Avignon

Objectif: Découvrir et s'approprier les nouveaux outils de la Justice du XXI^e siècle. Comment les mettre en œuvre au visa du décret du 11 mars 2015 applicable depuis le 1^{er} avril 2015 en ce qui concerne les MARC dont l'avocat doit justifier le respect avant tout.

Vendredi 11 septembre	13h-17h	CLERMONT-FERRAND
La procédure participative	Niveau : Initiation	

Andréanne SACAZE. Ancien bâtonnier et Avocat au barreau d'Orléans. Ancien membre du CNB

Objectif: Promouvoir la procédure participative, concrétiser l'intérêt de cette procédure pour l'avenir, la faire vivre telle que nous l'avons imaginée à la Commission Guinchard à laquelle j'ai participé.

Vendredi 18 septembre	9h13h	CUSSET VICHY
L'acte d'avocat	Niveau : Perfectionnement	

Olivier ARNOUX DE MAISON ROUGE, Avocat au barreau de Clermont-Ferrand, Docteur en droit

Objectif: La loi n°2011-331 du 28 mars 2011 a introduit dans le Code civil un nouvel acte sous seing privé: l'acte contresigné par avocat; cette faculté est désormais offerte aux Confrères dans tous les domaines du droit, permettant d'offrir à leurs mandants un cadre juridique sécurisé. L'objectif de cette formation est de connaître, d'apréhender et de rédiger ces nouveaux actes juridiques. Cerner les cas de responsabilité professionnelle. Répondre aux besoins juridiques proposés par ces outils innovants.

Vendredi 2 octobre	9h-13h	CUSSET VICHY
La place de l'avocat dans la médiation	Niveau : Initiation	

Françoise BALAGUER, Avocat au barreau des Pyrénnées Orientales et Médiateur

Objectif: Sensibiliser les avocats sur l'importance de leur rôle:

- avant : analyse, opportunités, préparation client
- pendant : posture de l'avocat en médiation
- au terme de la médiation : formulation, homologation de l'accord.

Droit des modes amiables de résolution des différends

Vendredi 2 octobre9h-13hNARBONNEInitiation à la médiationNiveau : Initiation

Jean-Henry FARNÉ, Ancien Bâtonnier au barreau de Toulouse, Président du Centre de Médiation Toulouse - Pyrénées

Claudine LARRIEU, Avocat au barreau de Toulouse, Médiatrice

Objectif : Sensibilisation à la médiation, explication de la médiation pour éviter les confusions et lever les équivoques.

Vendredi 16 octobre13h-17hMONTPELLIERMode d'emploi de la procédure participativeNiveau : Initiation

Guylaine LANG CHEYMOL, Avocat au barreau de Montpellier, Spécialiste en droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine, Spécialiste en droit du dommage corporel, Certifiée en règlement amiable des conflits, Membre du Centre de Médiation du barreau de Montpellier, Présidente de la Commission des Modes Alternatifs des Règlements Amiables du barreau de Montpellier. **Catherine ALFONSI-PHUNG**, Membre du Centre de Médiation du barreau de Montpellier, Présidente de la Commission des Modes Alternatifs des Règlements Amiables du barreau de Montpellier. Avocat au barreau de Montpellier, Spécialiste en droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine, Certifiée en droit collaboratif, Membre du Centre de Médiation du barreau de Montpellier, Membre de la Commission des Modes Alternatifs des Règlements Amiables du barreau de Montpellier

Objectif: Cette formation vous permettra de vous familiariser à la pratique de la procédure participative y seront détaillé: - les impréatifs de la loi

- les étapes de la procédure.

Des modèles de conventions, de courriers et d'actes vous seront proposés.

Jeudi 26 novembre Vendredi 27 novembre	9h-12h 13h-16h	MONTPELLIER
COLLABORATIF - Module 1	Niveau : Initiation	

Nathalie TISSEYRE BOINET, Avocat au barreau de Paris, Certifiée en collaboratif **Laurence BARADAT**, Avocat au barreau d'Aix-en-Provence

Objectif: Formation en droit collaboratif et procédure participative. Formation théorique et pratique (exercice, démonstrations et jeux de rôles) des avocats face à ce mode amiable de résolution des différends, avec distinction et application à la phase amiable de la procédure participative. A l'issue de ces deux premières journées de foramtion qui doit être complétée par le module 2 (2 jours également), les avocats pourront commencer à pratiquer le droit collaboratif dans leur Cabinet auprès de leurs clients. Ils bénéficieront ainsi des 80% de taux de réussite reconnus à ce mode amiable.

Les lieux de formation



Ordre des Avocats

12 Rue Michelet - 30100 ALES Tél.: 04 66 52 64 70 - Fax: 04 66 52 18 06 barreau.ales@wanadoo.fr



Ordre des Avocats - Palais de Justice

21 Place du Square - 15000 AURILLAC Tél.: 04 71 64 36 95 - Fax: 04 71 48 98 90 barreau.aurillac@free.fr



Ordre des Avocats Palais de Justice

Boulevard de Guizard 12000 RODEZ Tél.: 05 65 68 29 83 - Fax: 05 65 68 26 74 contact@avocats-rodez.com

∀ Avignon **Ordre des Avocats**

22 Bd Limbert 84000 AVIGNON

Tél.: 04 90 86 22 39 - Fax: 04 90 82 77 92 ordredesavocatsavignon@wanadoo.fr



Maison des Avocats

7 rue Vernhes 34500 BEZIERS

Tél.: 04 67 28 14 84 - Fax: 04 67 36 53 75 ordre-avocats-beziers@orange.fr



Chambre de Commerce et d'Industrie

5 rue Aimé Ramon 11000 CARCASSONNE

Tél.: 04 68 10 36 00 - Fax: 04 68 10 36 02



Ordre des Avocats

16 Impasse Sainte Anne 84200 CARPENTRAS

Tél.: 04 90 67 13 60 - Fax: 04 90 67 12 66 oda.carpentras@wanadoo.fr



Clermont Ferrand

Ecole des Avocats

40 rue de l'Ange 63000 CLERMÖNT FERRAND Tél.: 04 73 19 64 95 - Fax: 04 73 19 64 99 clermontferrand@avocats-efacs.com

Cusset-Vichy

Ordre des Avocats

6 rue Gambetta 03300 CUSSET VICHY

Tél.: 04 70 98 39 18 - Fax: 04 70 97 54 97

avocats.vichycusset@orange.fr

Le Puy en Velay

Hôtel Restaurant Le Régina

34 boulevard Maréchal Fayolle 43000 LE PUY EN VELAY Tél.: 04 71 09 79 98 - Fax: 04 71 02 26 61

ordre-avocats-43@wanadoo.fr



Ordre des Avocats - Palais de Justice

27 Boulevard Bourillon 48000 MENDE

Tél.: 04 66 65 37 30 - Fax: 04 66 49 31 77 legbatonnierloz@orange.fr



Ordre des Avocats

114 Bd de Courtais 03100 MONTLUCON

Tél.: 04 70 28 28 45 - Fax: 04 70 03 95 19 Avocats.Montlucon@wanadoo.fr

₩ Montpellier

Ecole des Avocats

103 avenue de Lodève 34000 MONTPELLIER

Tél.: 04 67 61 72 80 - Fax: 04 67 52 97 79 formationcontinue@avocats-efacs.com



Moulins

Ordre des Avocats

20 rue de Paris 03000 MOULINS

Tél.: 04 70 46 01 65 - Fax: 04 70 20 90 82 ordre.avocats.moulins@wanadoo.fr

Narbonne

Chambre de Commerce et d'Industrie

1 avenue du Forum 11100 NARBONNE

Tél.: 04 68 42 71 11 - Fax: 04 68 42 71 12



₩ Nîmes

Maison des Avocats

16 Rue Régale 30000 NIMES

Tél.: 04 66 36 25 25 - Fax: 04 66 36 37 02 contact@barreau-nimes.avocat.fr



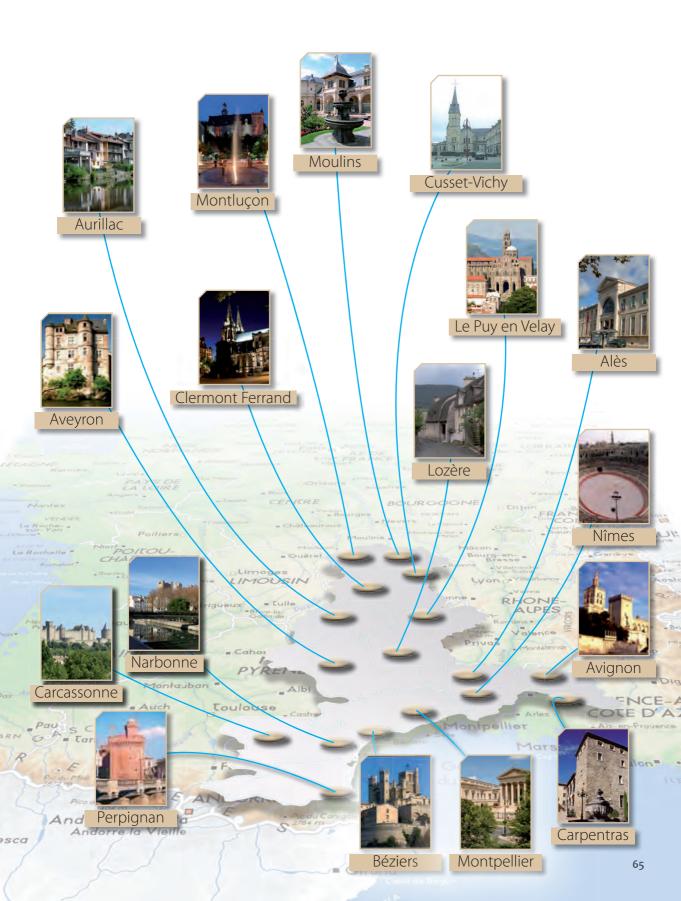
Perpignan

Ordre des Avocats

26 rue Mailly 1^{er} étage (code porte 1418) 66000 PERPIGNAN

Tél.: 04 68 35 52 29 - Fax: 04 68 35 28 89 ordre66@wanadoo.fr

Ressort de l'Efacs



▶Représentants des barreaux au CA de l'EFACS

Barreaux	Titulaires	Suppléants
Alès	M° Claire SADOUL	M° Stéphane ALLARD
Aurillac	M° Christine LACHAUD BAUDRY	M° Kominé BOCOUM
Aveyron	M ^{me} le Bâtonnier Élisabeth RUDELLE VIMINI Trésorière	M ^r le Bâtonnier Bernard RAINERO
Avignon	M° Eric FORTUNET	M ^r le Bâtonnier Michel GILS
Béziers	M ^{me} le Bâtonnier Françoise AURAN VISTE Vice-présidente	M° Nathalie JOUKOFF
Carcassonne	M° Céline COLOMBO Secrétaire adjointe	M ^e Myriam MAYNADIER
Carpentras	M' le Bâtonnier Yves BONHOMMO Secrétaire	M ^r le Bâtonnier Didier ADJEDJ
Clermont Ferrand	M° Jean-Louis BAFFELEUF Vice-président	M ^e Christine LAURENT
Cusset-Vichy	M° Anne BARNOUD	M° Christiane BRUNEL-AUBRY
Le Puy en Velay	M ^{™e} le Bâtonnier Jacqueline EYMARD-NAVARRO	M° Marie-Anne CHAMARD-CABIBEL
Lozère	M ^{me} le Bâtonnier Véronique BARNIER	M ^e Jacques DOMERGUE
Montluçon	M° Anne AMET DUSSAP	M ^e Fabrice - Emmanuel HEAS
Montpellier	M' le Bâtonnier Frédéric VERINE Président	M° Olivier ANDRIEU
Moulins	M ^{me} le Bâtonnier Sophie CLUZY	M° Louis BERNARDET
Narbonne	M ^r le Bâtonnier Bruno BLANQUER	M° Paola BELLOTI
Nîmes	M° Colette DE CLERCQ BROQUERE Vice-présidente	M° Hervé-Georges BASCOU
Perpignan	Me Fabienne CASTANY-ASTOR	M ^e Christine RESPAUT

Bulletin d'inscription Université Dates de la formation du 26 au 28 au	ersité de droit social - Ajaccio 2015
Formation	
□ Avocat non abonné 750 €	□ Avocat abonné (17 heures déduites de l'abonnement)
Frais de séjour (pour tous)	
☐ Participant en chambre single 730 €	☐ 2 participants en chambre double 1400 €
□ 1 participant et 1 accompagnant en ch	nambre double 1350 €
Nom	Prénom
Barreau d'appartenance	
Nom	Prénom
Barreau d'appartenance	
Coordonnées Adresse	
Courriel	
Téléphone	
Portable	
Fax	
103, avenue de Lodève - 34000 Montpellier - Télép	e inscription doit être accompagnée de votre chèque à l'ordre de l'EFACS et retournée au siège social : ohone : 04.67.61.72.80 - Fax : 04.67.52.97.79 - Courriel : formationcontinue@avocats-efacs.com
Bulletin d'inscription University Dates de la formation du 06 au 11 r Formation	ersité de droit des affaires Lisbonne 2015
□ Avocat non abonné 620 €	☐ Avocat abonné (14 heures déduites de l'abonnement)
Frais de séjour et de transport (pour	tous)
☐ Participant en chambre single 1200 € ☐ 1 participant et 1 accompagnant en ch	☐ 2 participants en chambre double 2200 € hambre double 2000 €
Nom	Prénom
	Prénom
Barreau d'appartenance	
Coordonnées Adresse	Tampon professionnel
Courriel	
Téléphone	
Portable	
Fay	

Les inscriptions seront validées par ordre d'arrivée. Toute inscription doit être accompagnée de votre chèque à l'ordre de l'EFACS et retournée au siège social : 103, avenue de Lodève - 34000 Montpellier - Téléphone : 04.67.61.72.80 - Fax : 04.67.52.97.79 - Courriel : formationcontinue@avocats-efacs.com

• Bulletin d'inscription à renvoyer

	•	,	
Date de la forr	mation /	. / Lieu de form	nation (ville) :
Thème de la fo	rmation :		
□ Avocat non a □ Avocat abon		Montant chèque Couvert par un aboni	
Nom		Prénoi	m
Barreau d'appa	rtenance		
Téléphone		Fax	
Courriel			
Tampon profe	ssionnel		
103, 8	avenue de Lodève - 34000 Montpellie		ée de votre chèque à l'ordre de l'EFACS et retournée au siège social : 57.52.97.79 - Courriel : formationcontinue@avocats-efacs.com
0 4		on à renvoyer	

Date de la formation / Lieu de formation (ville) :		
Thème de la formation :		
□ Avocat non abonné	Montant chèque	
□ Avocat abonné	Couvert par un abonnement	
Nom	Prénom	
Barreau d'appartenance		
Téléphone	Fax	
Courriel		

Tampon professionnel



adwin

ADAPPS le logiciel avocat



ADAPPS intégre une véritable gestion électronique de documents communicante accessible depuis tous les équipements mobiles et fixes actuels que ce soit sous Linux, Androïd, Mac et Windows.

ADAPPS gère:



- Contacts Agendas
 - Dossiers Mails
 - E-barreau Bibles
 - Appels téléphoniques
 - Porte-documents
 - Financier Facturation

ADAPPS:

Une architecture logicielle et matérielle originale adaptée à la technologie actuelle et future.

ADAPPS le logiciel nomade et intuitif

www.adwin.fr



103 avenue de Lodève - 34000 Montpellier

Tél.: 04 67 61 72 80 - Fax: 04 67 52 97 79

Courriel: formation continue @avocats-efacs.com

www.avocats-efacs.com -